

Machiavel

Plus de quatre cent cinquante ans après sa mort, Machiavel demeure le penseur le plus contesté de la politique moderne. Conservateurs et révolutionnaires s'accordent généralement sur ce point : la doctrine de Machiavel est néfaste, car elle prive la politique de toute référence morale. D'où vient cette sombre renommée ? Est-elle réellement fondée ? Quelles conceptions de la morale et de la politique sous-tendent exactement *Le Prince*, les *Discours sur la Première Décade de Tite-Live*, *L'Art de la guerre* et les *Histoires florentines* ?

Dans ce livre limpide, écrit avec finesse et simplicité, Quentin Skinner raconte la vie, la formation, l'action diplomatique et politique de Machiavel, depuis sa naissance à Florence le 3 mai 1469 jusqu'à sa mort le 21 juin 1527. Et c'est un philosophe de la liberté qui émerge finalement de la lecture des grands textes.

Quentin Skinner

Titulaire de la chaire d'histoire à l'université de Cambridge, dont il est *Pro-Vice-Chancellor*. Spécialiste de Machiavel, il a publié de nombreux livres sur la pensée politique, notamment, au Seuil, *La Liberté avant le libéralisme* (2000).

Traduit de l'anglais et postface par Michel Plon



D 011 0000093336 3

www.seuil.com

Santi di Tito, *portrait de Machiavel*
Palazzo Vecchio, Florence, Archives Seuil

Seuil, 27 rue Jacob, Paris 6
Tous droits réservés / Imprimé en France 301 081 10



0 782020 481015

ANTHROPOLOGIE
ART
COMMUNICATION
DROIT
HISTOIRE DES IDÉES
LITTÉRATURE
LINGUISTIQUE
PHILOSOPHIE
POÉTIQUE
POLITIQUE
PSYCHANALYSE
PSYCHOLOGIE
PSYCHOTHÉRAPIE
SCIENCE POLITIQUE
SCIENCES DE L'HOMME
SÉMIOLOGIE
SOCIÉTÉ
SOCIOLOGIE
TÉMOIGNAGES
URBANISME

QUENTIN SKINNER Machiavel

QUENTIN SKINNER
Machiavel



Édition mise à jour

Titre original : *Machiavelli*
Éditeur original : Oxford University Press
ISBN original : 0-19-287516-7
© original : Q. R. D. Skinner, 1981

ISBN 2-02-048191-x
(ISBN 2-02-010829-1, 1^{re} publication)

© Éditions du Seuil, septembre 1989, 2001,
pour la traduction française et la postface

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

PRÉFACE

Ce livre a été initialement publié en anglais aux Presses Universitaires d'Oxford (*Oxford University Press*) dans la collection « Past Masters ». Je suis encore aujourd'hui profondément reconnaissant à Keith Thomas de m'avoir accueilli dans sa collection ainsi qu'à l'ensemble des dirigeants d'*Oxford University Press* (spécialement Henry Hardy) pour l'aide qu'ils m'apportèrent. Mes remerciements vont aussi à John Dunn, Susan James, J. G. A. Pocock et Keith Thomas pour le soin qu'ils apportèrent à la lecture du manuscrit original et pour les précieux commentaires qu'ils m'adressèrent. Pour l'amicale insistance qu'ils mirent à me convaincre de l'intérêt de cette nouvelle édition française, je veux de nouveau remercier chaleureusement la Direction des Éditions du Seuil et plus particulièrement Jean-Luc Giribone pour toute l'aide qu'il m'a apportée ainsi que pour ses conseils.

Pour cette nouvelle édition, j'ai succinctement revu le texte et mis à jour la bibliographie mais je n'ai pas modifié la teneur de mon argumentation. Je continue de penser que Machiavel est avant tout le porte-parole d'une forme néoclassique de la pensée politique humaniste. Plus précisément encore, je dirai que l'on ne peut véritablement saisir l'originalité et le caractère innovant de sa pensée politique qu'à la considérer comme un ensemble de réactions polémiques – parfois même satiriques – à l'égard de

ces valeurs humanistes dont il était l'héritier et auxquelles, fondamentalement, il continuait de souscrire. Bien que mon objectif essentiel ait été d'introduire de la manière la plus simple à la conception machiavélique de l'art de gouverner, j'espère que mon interprétation pourra néanmoins présenter un intérêt pour les spécialistes de ce domaine.

Mes références à Boethius, Cicéron, Tite-Live, Salluste et Sénèque renvoient toutes aux traductions publiées dans la bibliothèque classique des éditions Loeb. Lorsque je cite la *Correspondance (Lettere)* de Machiavel, ses *Rapports de légation (Legazioni e Commissarie)* ainsi que ce qu'il est convenu d'appeler les *Fantaisies (Ghiribizzi)*, il s'agit de mes propres traductions. Pour les citations du *Prince*, j'ai eu recours à la traduction de Russel Price parue dans *Machiavelli The Prince*, Quentin Skinner et Russel Price (eds), Cambridge University Press, 1988. Pour ce qui est des références aux autres œuvres de Machiavel, je me suis servi, avec son aimable autorisation, de l'excellente version anglaise d'Allan Gilbert, *Machiavelli : The Chief Works and Others*, Duke University Press, 1965, 3 vols. (copyright 1965 by Duke University Press). Les références à la *Correspondance* ou aux *Rapports de légation* sont identifiées par un « C » ou un « L » entre parenthèses accompagné de l'indication de la page d'où est extraite la citation. Lorsque je cite d'autres travaux de Machiavel, je fais en sorte qu'apparaisse clairement dans le contexte, l'œuvre dont il s'agit et je donne simplement entre parenthèses le numéro de la page pour chaque citation. Tous les détails concernant les éditions que j'ai utilisées sont donnés dans la liste des « Œuvres de Machiavel citées dans le texte » que l'on trouvera à la page 151.

S'agissant des questions de traductions je veux ajouter deux observations. D'une part il m'est parfois arrivé de modifier la traduction de Gilbert parce que je souhaitais

faire apparaître plus nettement le sens de certaines tournures de phrases employées par Machiavel. D'autre part, je persiste à considérer qu'il est impossible de trouver, dans la langue anglaise contemporaine, un terme ou un ensemble de périphrases susceptibles de constituer une traduction satisfaisante du concept de *virtù* (du latin *virtus*), concept central de l'œuvre de Machiavel. C'est pour cette raison que j'ai conservé ce terme ou les expressions qui le contiennent dans leur forme originale tout au long du livre. Cela ne signifie évidemment pas que j'aie renoncé en quoi que ce soit à discuter du sens de ce concept ; bien au contraire, une grande partie de mon travail peut être considérée comme l'analyse de la signification que, selon moi, Machiavel donne à ce terme.

NOTE DU TRADUCTEUR

Les remarques et indications qui suivent ont trait à trois ordres de problèmes distincts.

Problèmes conceptuels, tout d'abord, qui concernent essentiellement les concepts de *virtù* et de *Fortune*.

Pour le concept de *virtù*, j'ai évidemment suivi l'option définie par Quentin Skinner dans sa préface, et cela d'autant plus facilement que sa remarque sur l'impossibilité de trouver en anglais un terme satisfaisant pour traduire ce concept vaut parfaitement, selon moi, pour le français. Cela m'a conduit, s'agissant des citations, à modifier le texte français auquel je me référais, puisque j'y ai systématiquement remplacé par le concept de *virtù* les termes de mérite, talent, sagesse, génie, etc. On remarquera qu'adoptant une attitude différente qui consiste à essayer de rendre à chaque fois les acceptions spécifiques du terme *virtù*, Yves Lévy¹ donne acte de la difficulté qui surgit en ce point, observant que son option implique de renoncer à rendre la signification générique du terme. Christian Bec, pour sa part, parle, à propos de la *virtù*, de « maître mot » – plutôt que de concept – de la théorie machiavélienne et explique avoir « pris le risque de traduire *virtù* en fonction du contexte où le mot se situe² ».

1. Yves Lévy (trad.), *Le Prince*, Paris, Garnier-Flammarion, 1980, p. 89, et p. 206 note 2.

2. Christian Bec (trad.), *Le Prince*, in *Machiavel. Œuvres complètes*. Paris, Garnier, 1987, vol. I, p. 48.

J'ai, de la même manière, fidèlement suivi le texte de Quentin Skinner en ce qui concerne le concept de *Fortune* que l'on ne saurait, selon moi, traduire par les termes de chance ou de hasard sans prendre le risque d'altérer ou même de trahir la pensée de Machiavel.

Deuxième ordre de problèmes, l'état des traductions de l'œuvre machiavélique. Il n'existe pas, à ce jour, d'édition française des œuvres complètes de Machiavel. À l'exception du *Prince*, les ouvrages majeurs ne sont disponibles en français que dans la traduction de Guiraudet, qui date de... 1798 ! En ce qui concerne la correspondance de Machiavel, l'édition française à laquelle je renvoie, bien qu'elle soit très largement incomplète – s'agissant notamment de la correspondance privée – et qu'elle n'établisse pas, à la différence des éditions italiennes, une séparation entre les *Lettres* et les *Rapports de légation*, avait au moins l'immense mérite d'exister. Il y a bien lieu d'user ici de l'imparfait puisque cette édition est aujourd'hui épuisée. Pour des raisons qui tenaient donc au caractère souvent insatisfaisant des traductions existantes – c'est le cas notamment des *Discours* –, mais aussi parfois pour des raisons syntaxiques, j'ai fréquemment été conduit à renoncer au texte des éditions françaises et à retraduire de l'italien. Dans ce cas, je donne à la suite de la citation la page de l'édition française, et celle de l'édition italienne à laquelle je me suis reporté.

En ce qui concerne *Le Prince*, ma traduction de référence a été celle d'Yves Lévy, incontestablement plus rigoureuse que celle de Jacques Gohory qui figure dans le volume de La Pléiade. J'ajoute que l'édition d'Yves Lévy a le mérite, outre son accès facile en format de poche, de comporter un appareil de notes, un index, une chronologie détaillée ainsi qu'une excellente introduction.

Enfin, dernier point, l'usage voulant qu'en français l'on parle de Rome et non de Roma, de Florence et non de

Firenze, de Milan et de Naples et non de Milano et de Napoli, j'ai francisé les noms des villes italiennes lorsqu'un tel usage était établi, respectant l'orthographe italienne lorsqu'il ne l'était pas – Imola par exemple –, respectant également l'orthographe italienne pour la plupart des noms propres.

Les indications entre parenthèses après les citations sont à lire comme suit, les chiffres renvoyant aux pages d'où sont extraites ces citations.

L. I ou L. II : *Toutes les lettres de Machiavel*, vol. I ou II.

P. : *Le Prince*, traduit par Yves Lévy.

D. *Discours sur la première décade de Tite-Live*, collection « La Pléiade ».

A. G. : *L'Art de la guerre*, collection « La Pléiade ».

C. C. : *La Vie de Castruccio Castracani*, collection « La Pléiade ».

H. : *Histoires florentines*, collection « La Pléiade ».

D. It. : *Discorsi sopra la prima deca di Tito Livio*, présentation par S. Bertelli.

P. It. : *Il Principe*, présentation par S. Bertelli.

C. It. : *Lettere*, présentation par F. Gaeta.

L. It. : *Legazioni e Commissarie*, présentation par S. Bertelli.

Les références bibliographiques complètes de ces ouvrages sont données en pages 167 sq.

J'adresse mes remerciements à Maud Espérou, pour l'aide qu'elle m'a apportée dans mes recherches bibliographiques, ainsi qu'à Paul Henry, qui m'a fait bénéficier de ses connaissances et de sa réflexion concernant les courants philosophiques dont se réclame Quentin Skinner. Toute ma gratitude va à Claude Halmos et à Angélique Pêcheux, pour les lectures critiques et vigilantes qu'elles ont faites de cette traduction à ses différentes étapes. Je

remercie enfin Olivier Bétourné : sans la confiance qu'il m'a témoignée et sans les encouragements chaleureux qu'il m'a prodigués à tout moment, je n'aurais jamais entrepris ce travail.

M. P.

INTRODUCTION

Machiavel est mort il y a plus de quatre cent cinquante ans, mais son nom, aujourd'hui encore, demeure symbole de la ruse, de la duplicité et de l'exercice de la mauvaise foi dans le domaine de la politique. Celui que Shakespeare appelle « Machiavel-le-meurtrier » n'a jamais cessé d'être un objet de haine pour les moralistes de tous bords, conservateurs aussi bien que révolutionnaires. Ainsi, par exemple, Edmund Burke dénonce avec vigueur le rôle des « odieuses maximes de la politique machiavélique » dans la « tyrannie démocratique » de la Révolution française. Marx et Engels, de leur côté, attaquent avec tout autant de véhémence les principes du machiavélisme, et soulignent que, dans les périodes de changement révolutionnaire, les véritables tenants d'une « politique machiavélique » se distinguent par leurs efforts pour « paralyser les énergies démocratiques ». Conservateurs ou révolutionnaires, tous semblent d'accord pour reconnaître que les maux dont la doctrine de Machiavel est porteuse constituent, pour les fondements moraux de la vie politique, l'une des menaces les plus dangereuses qui soient.

Cette réputation attachée au nom de Machiavel est telle que, aujourd'hui encore, être qualifié de « machiavélique » demeure, dans tout débat politique, une accusation grave. Ainsi d'Henry Kissinger, exposant sa philosophie dans une célèbre interview publiée par *The New Republic*

en 1972 ; après l'avoir entendu évoquer ce qu'il en était de sa fonction de conseiller présidentiel, son interlocuteur lui fit remarquer que, à le suivre, « la question qui pouvait se poser concernait moins le degré d'influence qu'il avait pu avoir sur le président des États-Unis que celui que Machiavel avait pu exercer sur lui ». Kissinger manifesta immédiatement son souci de réfuter une telle suggestion. Était-il machiavélique ? « Non, absolument pas. » N'avait-il pas dans une certaine mesure été influencé par Machiavel ? « En aucune manière. »

Que cache cette sinistre renommée de Machiavel ? A-t-elle des fondements réels ? Quelles conceptions de la politique et de la morale politique peut-on trouver, aujourd'hui encore, dans ses œuvres majeures ? Telles sont les questions auxquelles je souhaite répondre tout au long de ce livre. Pour comprendre les thèses de Machiavel, il faut, me semble-t-il, que nous commençons par retrouver les problèmes qui s'imposèrent à lui dans *Le Prince (Il Principe)*, dans les *Discours (Discorsi sopra la prima deca di Tito Livio)* et dans ses autres écrits de philosophie politique. Pour demeurer dans cette optique, il nous faudra reconstituer le contexte dans lequel ces œuvres furent originellement conçues : contexte intellectuel, effet de la philosophie classique mais aussi de celle de la Renaissance ; contexte politique, né de la vie quotidienne des principautés italiennes en ce début du XVI^e siècle. En resituant ainsi Machiavel dans le monde où ses conceptions trouvèrent leurs fondements, nous pourrons commencer d'apprécier l'extraordinaire originalité de la mise en cause radicale qu'il fit des principes dominants de la morale de son temps. Nous pourrons également cerner ce qui, dans son œuvre, relève de ses propres conceptions morales, et mieux saisir, du même coup, pourquoi son nom est encore si souvent invoqué dès que l'on commence à débattre de questions relatives au commandement et au pouvoir politique.

LE DIPLOMATE

Les origines humanistes

Nicolas Machiavel naît à Florence le 3 mai 1469. Nous entendons parler de lui, pour la première fois, au titre de sa participation active aux affaires de sa ville natale en 1498, l'année de la chute du régime dirigé par Savonarole, le prêtre dominicain de San Marco, dont les sermons prophétiques avaient dominé la politique florentine durant les quatre années précédentes. Savonarole fut déclaré hérétique et arrêté au début du mois d'avril de cette année 1498 ; peu de temps après cette arrestation, le Conseil de la ville commença à révoquer ceux qui étaient demeurés ses partisans de toutes les positions gouvernementales qu'ils occupaient. Parmi ceux qui perdirent ainsi leur emploi se trouvait Alexandro Braccesi, le chef de la seconde chancellerie. Dans un premier temps, son poste demeura vacant. Au bout de quelques semaines cependant, le nom presque inconnu de Machiavel fut avancé comme celui d'un remplaçant possible. Il avait alors tout juste vingt-neuf ans, et semblait n'avoir aucune expérience en matière d'administration. Sa nomination fut néanmoins ratifiée sans difficulté apparente, et, le 19 juin, le grand conseil le confirma dûment dans le poste de second chancelier de la république de Florence.

Au moment où Machiavel entra à la chancellerie, cette

haute administration avait, pour le recrutement de ses principaux titulaires, une méthode bien établie. Les candidats devaient faire preuve de leur habileté dans le domaine de la diplomatie, mais ils devaient également avoir une formation de haut niveau dans ce qu'il était convenu d'appeler les « humanités ». Ce concept de *studia humanitatis* était d'origine romaine, il renvoyait plus précisément à Cicéron, dont les idéaux pédagogiques avaient été remis à l'honneur par les humanistes italiens du xiv^e siècle, au point d'exercer une influence notable dans les universités et sur la conduite de la vie publique en Italie. Les humanistes se distinguaient avant tout par leur attachement à une théorie particulière stipulant ce que devait être une éducation « véritablement humaniste ». Leurs étudiants devaient commencer par acquérir la maîtrise du latin, passer ensuite à la pratique de la rhétorique et à l'imitation des plus fins stylistes classiques, et achever enfin leurs études par la lecture attentive de l'histoire ancienne et de la philosophie morale. Les humanistes avaient également popularisé la conviction établie de longue date qui voulait que ce type de formation constituât la meilleure préparation possible à la vie politique. Quiconque veut bien servir son pays, rappelle énergiquement Cicéron, doit faire siennes les valeurs développées par les disciplines humanistes : la volonté de subordonner les intérêts particuliers au bien public, le désir de combattre la corruption et la tyrannie, l'ambition, enfin, d'atteindre à la gloire et à l'honneur pour soi-même et son pays, buts définis comme les plus nobles qui soient.

L'adhésion croissante des Florentins à ces principes les conduisit à se tourner vers leurs humanistes les plus éminents pour leur confier les responsabilités les plus prestigieuses au sein du gouvernement de la cité. On peut considérer que cette pratique commença avec la nomination, en 1375, de Coluccio Salutati au poste de chancelier, et qu'elle devint rapidement la règle. Durant l'enfance et

l'adolescence de Machiavel, la fonction de Premier chancelier avait été occupée par Bartolomeo Scala qui, pendant tout le temps de sa carrière publique, demeura professeur à l'Université et continua également d'écrire sur des thèmes typiquement humanistes : ses œuvres majeures sont, en effet, un traité de morale et une *Histoire des Florentins*. Pendant toute la période où Machiavel fut à la chancellerie, ces mêmes traditions furent maintenues avec force par le successeur de Scala, Marcello Adriani. Lui aussi accéda à la première chancellerie alors qu'il occupait une chaire à l'Université, et lui aussi continua de publier de savants travaux humanistes parmi lesquels un manuel d'enseignement du latin et un traité en langue vulgaire intitulé *L'Éducation de la noblesse florentine*.

La prédominance de ces idéaux permet de mieux comprendre pourquoi Machiavel, bien qu'encore relativement jeune, fut recruté à un poste qui impliquait d'importantes responsabilités dans l'administration de la République. Sa famille, bien qu'elle ne fût ni riche ni de haute aristocratie, était très proche de quelques-uns des cœurs humanistes les plus en vue de la ville. Le père de Machiavel, Bernardo, qui gagnait sa vie comme homme de loi, était passionné par les études humanistes, et très lié avec quelques érudits distingués, parmi lesquels Bartolomeo Scala. En 1483, ce dernier avait publié une brochure, *Sur les lois et sur les jugements légaux*, dont la forme était celle d'un dialogue entre lui-même et « son ami intime » Bernardo Machiavelli. En outre, dans son *Journal (Libro di ricordi)* tenu pendant la période comprise entre 1474 et 1487 – celle de l'enfance de son fils –, Bernardo Machiavelli rapporte qu'il s'était mis à étudier quelques-uns des grands textes classiques, fondements de ce concept d'« humanités » propre à la Renaissance. Il note par exemple qu'en 1477 il emprunta les *Philippiques* de Cicéron et, en 1480, son principal traité de rhétorique, *La Formation d'un orateur*. Il emprunta également, à plusieurs reprises, les *Devoirs* du même

Cicéron, au cours des années 1470. En 1476, il acquiert même son propre exemplaire de l'*Histoire* de Tite-Live – texte qui près de quarante ans plus tard allait constituer le fondement des *Discours*, l'œuvre de philosophie politique la plus longue et la plus ambitieuse de son fils.

Ce *Journal* de Bernardo Machiavelli témoigne aussi, de manière évidente, qu'en dépit des frais que cela supposait – frais qu'il récapitule avec angoisse – il fut très soucieux de donner à son fils une excellente formation en matière de *studia humanitatis*. Nous entendons parler ainsi, pour la première fois de l'éducation de Machiavel alors qu'il vient juste d'avoir sept ans. Son père écrit : « mon jeune fils Niccolo a commencé d'aller voir maître Matteo » pour le début de sa scolarité, l'étude du latin. À douze ans, Machiavel entre dans le second cycle scolaire. Il est alors confié aux soins d'un maître fameux, Paolo da Ronciglione, professeur de certains des humanistes les plus illustres de sa génération. On trouve la trace de cette nouvelle étape dans le *Journal* du père, qui écrit fièrement en date du 5 novembre 1481 : « Niccolo peut maintenant rédiger tout seul des textes en latin. » Nous avons ainsi la preuve que le jeune Machiavel suivait les méthodes humanistes en vigueur, méthodes qui consistaient en l'imitation des meilleurs modèles du style classique. Il semble enfin – du moins si l'on en croit Paolo Giovio – que Machiavel fut envoyé à l'université de Florence pour parachever ses études. Giovio affirme dans ses *Maximes* que Machiavel « doit le meilleur » de sa formation classique à Marcello Adriani ; or Adriani, nous l'avons vu, avait une chaire à l'Université bien des années avant d'être membre de la première chancellerie.

Cette formation humaniste apparaît comme la raison la plus sérieuse de la soudaine nomination de Machiavel à un poste gouvernemental pendant l'été 1498. Adriani avait été nommé Premier chancelier un peu plus tôt, la même année. On peut raisonnablement penser qu'il se

souvent des talents que Machiavel avait manifestés pendant ses études humanistes et qu'il décida de les utiliser lorsque, à la suite du renversement du régime, il fut confronté à la vacance de certains postes au sein de la chancellerie. C'est probablement au parrainage d'Adriani, ainsi sans doute qu'à l'influence des amis humanistes de Bernardo Machiavelli, que Machiavel dut d'être lancé dans la carrière publique au sein du nouveau gouvernement antisavonarolien.

Les missions diplomatiques

Le poste auquel Machiavel venait ainsi d'être nommé incluait deux sortes de charges. La seconde chancellerie, créée en 1437, était principalement responsable de la correspondance relative à l'administration des territoires contrôlés par Florence. Mais, installé à la tête de cette section, Machiavel devenait automatiquement l'un des six secrétaires du premier chancelier, et placé, à ce titre, au service du Conseil des dix – Dieci di balia –, l'organisme responsable des affaires étrangères et des relations diplomatiques de la République. Cela signifiait qu'en plus du travail administratif normal qu'il accomplissait au siège du gouvernement, Machiavel pouvait être appelé par le Conseil à voyager à l'étranger comme secrétaire des ambassadeurs de la République. Il serait alors chargé d'aider ces derniers à la mise au point des rapports détaillés qu'ils devaient envoyer au gouvernement sur tout ce qui avait trait aux Affaires étrangères.

La première occasion qu'il eut de participer à une telle mission se présenta en juillet 1500 lorsqu'il fut chargé, avec Francesco della Casa, d'aller « avec toute la célérité possible » (L. I, 74) à la cour du roi de France, Louis XII. La décision d'envoyer cette ambassade fut prise à la suite des difficultés que Florence rencontrait dans sa guerre

contre Pise. Les Pisans s'étaient rebellés en 1496 et, depuis quatre ans, mettaient en échec toutes les tentatives des Florentins pour contrer leurs aspirations à l'indépendance. Au début de l'année 1500, les Français se décidèrent à aider les Florentins à reconquérir la cité, et dépêchèrent des forces pour participer à son siège. Mais cet effort aboutit lui aussi à un désastre : les mercenaires gascons embauchés par Florence désertèrent, les auxiliaires suisses se mutinèrent parce qu'ils n'étaient pas payés, et la décision d'assaut fut en définitive honteusement annulée.

Machiavel avait pour instructions « de montrer que l'échec de l'entreprise n'était pas dû à une quelconque insuffisance » de la part de Florence ; il devait en même temps s'efforcer « de convaincre ses interlocuteurs » que le commandement français avait agi de manière « lâche et déloyale » (L. I, 75). Bien vite cependant, en fait dès leur première audience auprès de Louis XII, Machiavel et della Casa devaient découvrir que le roi n'avait que faire des explications florentines de l'échec. Par contre, le roi souhaitait savoir sur quelle aide il pouvait, à l'avenir, raisonnablement compter de la part d'un gouvernement aussi déliquescant. Cette rencontre donna d'emblée le ton des discussions futures, aussi bien avec Louis qu'avec ses principaux conseillers, Robertet et l'archevêque de Rouen. Bien que son séjour à la cour de France se fût prolongé pendant presque six mois, Machiavel fut à même de constater qu'il en avait moins appris pendant ce temps sur la politique de la France que sur la position de plus en plus équivoque des principautés italiennes.

Première leçon de cette mission, Machiavel découvrit que la machinerie gouvernementale de Florence ne pouvait apparaître qu'absurdement faible et hésitante à quiconque était un tant soit peu informé de ce que devait être une monarchie moderne. À la fin de juillet, il devint évident que la Signoria, le conseil exécutif de la ville, allait devoir envoyer une nouvelle ambassade afin de renégocier les

termes de l'alliance avec la France. Machiavel passa les mois d'août et de septembre dans l'attente de savoir quand les nouveaux ambassadeurs quitteraient Florence, tout en entretenant l'archevêque de Rouen dans l'idée que leur arrivée était imminente. Vers la mi-octobre, alors qu'il n'y avait toujours aucun indice de leur arrivée, l'archevêque commença d'afficher son mépris pour ces incessantes tergiversations. Ainsi que Machiavel le rapporte – sans rien masquer de la tristesse qu'il ressent –, l'archevêque lui « répondit très exactement », alors qu'il s'entendait dire encore que cette fois les ambassadeurs étaient en route, « Tu l'as dit c'est exact, mais nous serons morts avant qu'arrivent tes orateurs » (L. I, 121). Chose plus humiliante encore, Machiavel découvrit que l'idée que sa ville natale se faisait d'elle-même et de son importance était pour les Français parfaitement grotesque eu égard à sa puissance militaire et à sa richesse. Il lui fallut expliquer à la Signoria que les Français « n'avaient d'estime que pour qui était armé ou disposé à donner quelque chose », et qu'ils en étaient venus à considérer que la République « n'avait ni les armes ni le pouvoir de donner quoi que ce soit » (L. I, 101 ; L. It., 126). Bien qu'il s'efforçât de conforter « Leurs Altesses » dans l'idée « qu'elles pouvaient constituer une sécurité pour les possessions de Sa Majesté en Italie », il ne manquait pas de trouver que « tout cela [était] chose superflue » puisque les Français se moquaient tout simplement de lui. Et il en vint à confesser la vérité la plus douloureuse, à savoir : « Ils vous estiment messires Rien du tout » (L. I, 101).

La première de ces leçons devait rester profondément gravée dans l'esprit de Machiavel. Ses écrits politiques de la maturité en témoignent. Ils sont porteurs d'avertissements répétés sur la sottise qu'il y a à remettre au lendemain ce que l'on peut accomplir le jour même, sur le danger de paraître irrésolu, sur la nécessité enfin d'agir avec audace et rapidité dans la conduite de la guerre comme de

la politique. Cependant, il indique clairement qu'il tient pour inacceptable que l'on s'appuie sur ces divers enseignements pour conclure à l'absence d'avenir des principautés italiennes. Dans cette perspective, il poursuit sa réflexion théorique à propos de leur organisation militaire et politique, partant de l'hypothèse qu'elles devraient être encore parfaitement capables de retrouver et de conserver leur indépendance, bien que son époque témoigne de leur subordination inexorable et définitive aux forces considérablement supérieures de la France, de l'Allemagne et de l'Espagne.

La mission en France prit fin en décembre 1500 et Machiavel rentra chez lui aussi vite que possible. Peu de temps après son père, disparu avant son départ, sa sœur était morte, pendant son absence cette fois ; il résultait de tout cela (comme il s'en plaint du reste auprès de la Signoria) que ses affaires familiales « rest[ai]ent en l'air, rien n'étant réglé là-bas » (L. I, 129). Il se faisait également quelques soucis pour son poste depuis que son assistant, Agostino Vespucci, l'avait informé à la fin du mois d'octobre que quelqu'un avait insinué « que vous perdriez votre place au palazzo Vecchio si vous étiez absent » (L. I, 125). Enfin, peu de temps après, Machiavel eut une autre raison de vouloir demeurer à proximité de Florence : il commença de courtiser Marietta Corsini qu'il allait épouser à l'automne 1501. Marietta semble un peu en retrait dans la vie de Machiavel, mais ses lettres suggèrent qu'il ne cessa jamais d'être très attaché à celle qui lui donna six enfants, paraît avoir supporté avec patience ses infidélités, et lui avoir survécu de près d'un quart de siècle.

Au cours des deux années suivantes, années que Machiavel passa essentiellement à Florence et aux alentours, la Signoria commença de rencontrer des difficultés liées à la menace que constituait le développement d'une nouvelle puissance militaire à ses frontières, celle de César Borgia.

Celui-ci avait été fait duc de Romagne par son père, le pape Alexandre VI, en avril 1501. Il se lança alors aussitôt dans une série de campagnes militaires audacieuses afin de se constituer un patrimoine digne du prestige que lui conférait son nouveau titre. Il commença par s'emparer de Faenza, puis assiégea Piombino dans laquelle il entra en septembre 1501. Immédiatement après, au printemps 1502, ses lieutenants fomentèrent la rébellion du Val di Chiana contre Florence tandis que Borgia lui-même se dirigeait vers le nord, s'emparant du duché d'Urbino avec la rapidité de l'éclair. Fort de ces succès, il se tourna vers les Florentins pour leur réclamer une alliance en bonne et due forme, demandant que lui soit envoyé un émissaire susceptible de recevoir ses propositions. L'homme que l'on choisit pour assumer cette tâche délicate fut Machiavel, qui reçut son ordre de mission le 5 octobre 1502 et se présenta devant le duc, à Imola, deux jours plus tard.

Cette mission marque le début de la période la plus féconde de la carrière diplomatique de Machiavel, alors débutant, période au cours de laquelle il put assumer une fonction qui lui plaisait par-dessus tout, puisqu'elle lui permettait d'être tout à la fois l'observateur, placé aux premières loges, et l'assistant des gouvernants engagés dans l'action. C'est aussi durant cette période qu'il se forge un jugement définitif sur bon nombre de ces chefs dont il pouvait, tout en s'instruisant, apprécier la politique. On a souvent suggéré que les *Rapports de légation* de Machiavel constituaient le « matériau brut », ou encore le « brouillon », de ce qui allait devenir ses conceptions de la politique ; on a supposé qu'il aurait ensuite retravaillé ces données pendant ses années de retraite forcée, allant même, usant de ce recul, jusqu'à idéaliser ses propres observations. En fait, ainsi que nous le verrons, l'étude de ses *Rapports de légation* révèle que ses évaluations, et même ses vers satiriques, s'imposèrent d'emblée à lui et furent plus tard incorporés, à peu près tels quels,

dans la trame des *Discours* et plus encore dans celle du *Prince*.

La mission de Machiavel à la cour de Borgia dura près de quatre mois au cours desquels il eut de nombreuses discussions en tête à tête¹ avec le duc, qui semble n'avoir épargné ni son temps ni sa peine pour exposer ses visées politiques et les ambitions qui les sous-tendaient. Machiavel fut très impressionné. Le duc, rapporte-t-il, « a une chance inouïe, c'est aussi un homme qui a de grandes ambitions et qui a une confiance plus qu'humaine d'arriver à toutes ses fins » (L. I, 292). Qui plus est, ses actions sont aussi frappantes que ses paroles car il « contrôle chaque chose par lui-même », gouvernant « avec un grand sens du secret » et étant de ce fait capable de décider de l'exécution de ses projets avec une soudaineté dévastatrice (L. I, 247 ; 285). En bref, Machiavel reconnaissait que Borgia n'était pas seulement une sorte de super *condottiere* mais qu'il « convenait de le considérer dans l'Italie comme un nouveau souverain » (L. I, 243).

Ces observations, qui furent initialement envoyées dans le plus grand secret au Conseil des dix, sont depuis devenues célèbres puisqu'elles figurent à peu près mot pour mot dans le chapitre 7 du *Prince*. Retraçant la carrière de Borgia, Machiavel souligne une nouvelle fois dans cet ouvrage le grand courage du duc, son exceptionnelle habileté et son fantastique sens de l'à-propos (P., 122-123). Il note à nouveau que Borgia n'était pas moins impressionnant quand il s'agissait de l'exécution de ses plans. Il avait « tout mis en œuvre » et « agi en toutes choses » afin de « prendre racine en ses États », il avait fait en sorte que soient mis en place « de grands fondements pour sa future puissance » avec une telle rapidité que si la chance ne l'avait pas abandonné, « il aurait triomphé de toutes les difficultés » (P., 118 ; 122).

1. En français dans le texte.

Bien qu'il eût ainsi admiré les qualités de commandement de Borgia, Machiavel ressentit très tôt une sorte de gêne face à l'étonnante assurance que manifestait le duc. Dès octobre 1502, il écrit d'Imola : « Depuis le jour où je suis arrivé ici, [le gouvernement du duc] ne doit d'être resté debout qu'à sa Fortune extraordinaire » (L. I, 222). Dès le début de l'année suivante, il commença de parler, sur un mode de plus en plus désapprobateur, du genre de satisfaction qu'avait le duc à ne se fier qu'à « sa chance inouïe » (L. I, 292). Et en octobre 1503, alors que Machiavel était en mission à Rome et que, de nouveau, il avait l'occasion d'observer Borgia de près, ses premiers doutes se transformèrent en une évaluation très sûre des limites des capacités du duc.

Si Machiavel avait été envoyé à Rome, c'était d'abord pour rendre compte de la crise exceptionnelle qui s'était développée à la cour pontificale. Le pape Alexandre VI était mort au mois d'août, et son successeur, Pie III, était décédé à son tour un mois après son élection. La Signoria florentine était encore plus soucieuse d'être tenue informée au jour le jour des délibérations concernant les successeurs éventuels depuis que Borgia s'était engagé à soutenir la candidature du cardinal Giuliano della Rovere. L'évolution de la situation paraissait lourde de menaces pour les intérêts florentins dans la mesure où le duc avait donné son soutien en échange de la promesse de se voir attribuer la charge de capitaine général des armées du pape si Rovere était élu. Il semblait évident que si Borgia obtenait cette charge, il ne manquerait pas de se lancer dans une nouvelle série de campagnes militaires inquiétantes, aux frontières du territoire florentin.

Les premières dépêches qu'envoya Machiavel furent effectivement consacrées à la réunion du conclave, au terme duquel della Rovere fut élu « par un accord quasi unanime » (L. I, 343) et prit le nom de Jules II. Mais sitôt cette affaire réglée, l'attention générale se tourna vers le

conflit qui commençait de poindre entre Borgia et le pape. Au fur et à mesure que Machiavel observait ces deux maîtres en matière de duplicité – chacun commençant à tourner autour de l'autre –, il s'apercevait que ses premiers doutes quant à l'habileté du duc étaient tout à fait justifiés. Il sentait que Borgia avait fait preuve d'une grande imprévoyance en ne prenant pas la mesure des dangers que comportait le soutien qu'il avait apporté à Rovere. Il faut se rappeler, écrivait-il au Conseil des dix, que le cardinal a été contraint de vivre « dix années d'exil » sous le pontificat du père du duc, Alexandre VI. Il est bien certain, ajoutait-il, que Rovere « n'a pas pu oublier [cela] aussi vite » sous prétexte qu'il jouit maintenant des bénéfices bien réels que lui procure l'alliance avec le fils de son ennemi (L. I, 344). Mais la critique la plus sévère de Machiavel avait trait au fait que, même dans cette situation équivoque et périlleuse, Borgia continuait de s'en remettre entièrement à la chance qui ne l'avait jamais quitté jusqu'alors. Machiavel note d'abord simplement, avec une apparente surprise, que « le duc se laisse transporter par son excès de confiance en lui » (L. I, 344). Deux semaines plus tard, alors que Borgia attend toujours sa désignation par le pape et que la révolte sur ses territoires de Romagne commence à s'étendre, il s'étonne, avec une pointe d'ironie, du fait que le duc « ait pu être stupéfié » par « les derniers coups de la fortune » et remarque que celui-ci a été « peu accoutumé [à] en tâter » (L. I, 358). À la fin du mois, Machiavel est parvenu à la conclusion que l'infortune de Borgia l'a abattu, qu'il est maintenant incapable de se tenir fermement à quelque décision que ce soit, et, le 26 novembre, il se sent à même d'écrire au Conseil des dix : « Vos Seigneuries peuvent agir sans tenir davantage compte de lui » (L. I, 378). Une semaine plus tard, il évoque l'affaire Borgia pour la dernière fois, en se contentant d'observer que « le duc [...] a tout l'air de glisser au tombeau » (L. I, 391).

Comme les précédents, ces jugements confidentiels sur la personnalité de Borgia sont devenus célèbres pour avoir été par la suite intégrés au chapitre 7 du *Prince*. Machiavel y répète que le duc « fit un mauvais choix » en soutenant « l'élection du pape Jules » car « il [n'aurait] jamais [dû] consentir à l'élection de cardinaux à qui il avait nui » (P., 123). Puis il revient, une nouvelle fois, sur sa première accusation : le duc s'est fié trop exclusivement à sa chance. Faute de s'être préparé à l'idée qu'inévitablement, un jour ou l'autre, il allait avoir à faire face « à une extrême malignité de la Fortune », il a été anéanti à l'instant même où cette situation s'est présentée (P., 118). En dépit de son admiration pour Borgia, le jugement final de Machiavel, dans *Le Prince* aussi bien que dans les *Rapports de légation*, demeure négatif : « Il acquit ses États par la bonne Fortune de son père », et il les perdit dès que cette Fortune l'abandonna (P., 118).

La seconde personnalité influente que Machiavel eut l'occasion d'approcher de près fut le nouveau pape Jules II. Machiavel avait assisté à plusieurs audiences au moment de l'élection de Jules II, mais ce fut au cours de deux missions ultérieures qu'il put se faire une idée plus complète de sa personnalité et de sa manière de commander. La première de ces missions, qui le ramenait à la cour pontificale, eut lieu entre le mois d'août et le mois d'octobre de l'année 1506. Il avait alors pour instruction de tenir la Signoria informée de l'évolution des visées expansionnistes du pape, dont l'objectif était de récupérer Pérouse, Bologne et les autres territoires qui avaient précédemment appartenu à l'Église. La seconde occasion se présenta en 1510, lorsque Machiavel fut envoyé pour une nouvelle ambassade à la cour de France. Jules II s'était alors résolu à entreprendre une grande croisade destinée à rejeter les « barbares » hors d'Italie, et cette ambition ne manquait pas d'embarrasser les Florentins. Ils étaient partagés

entre leur répugnance à s'opposer au développement des menées belliqueuses du pape et le fait qu'étant alliés traditionnels des Français, ils ne pouvaient feindre d'ignorer que ces derniers attendaient d'eux une aide sérieuse pour le cas où le pape viendrait à envahir le duché de Milan, reconquis l'année précédente par Louis XII. Comme en 1506, Machiavel observa, non sans quelque crainte, le déroulement des campagnes de Jules II, tout en espérant, et en s'activant pour cela, parvenir à préserver la neutralité de Florence.

À observer ce pape guerrier en action, Machiavel fut tout d'abord impressionné, et même stupéfait. Il était parti avec l'idée que le plan du pape pour reconquérir les États pontificaux ne pouvait qu'aboutir à un désastre. « On ne croit pas, écrivait-il en septembre 1506, qu'il [puisse] réussi [r] dans son premier plan » (L. II, 42). Pourtant, en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, Machiavel dut revenir sur ses affirmations. Avant la fin de ce même mois, Jules II entra dans Pérouse, et « remit la cité en ordre ». Avant même la fin du mois d'octobre, Machiavel se retrouva, au terme de sa mission, contraint de la conclure par l'annonce retentissante que Bologne s'était rendue sans conditions à la suite d'une campagne fulgurante, « ses ambassadeurs s'étant jetés aux pieds du pape en lui recommandant la ville » (L. II, 41, 67).

Il ne se passa pourtant pas longtemps avant que Machiavel se fasse plus critique, à la suite notamment de la décision alarmante de Jules II de lancer ses maigres forces à l'assaut de la présence française en 1510. Il commença d'abord par exprimer, sur un mode caustique, l'espoir que la hardiesse du pape fût « fondée sur quelque chose d'autre que son Sacré caractère » (L. II, 206). Mais bien vite il usa d'un ton plus grave pour dire « qu'on ne [savait] rien ici des appuis du pape », et que même l'ambassadeur personnel de Jules II manifestait « le plus grand étonnement » face à l'ensemble de cette entreprise, « parce

qu'il ne lui voyait pas pour l'instant les forces nécessaires pour risquer de telles aventures » (L. II, 211). Néanmoins, Machiavel ne se risqua pas à condamner définitivement l'entreprise de Jules II dans la mesure où il lui paraissait encore concevable que, « tout comme lors de sa guerre contre Bologne », le pape, « à force de crânerie et d'autorité », puisse bien parvenir à transformer sa folle entreprise en une victoire inattendue (L. II, 209). Cependant, en son for intérieur, il commençait à se sentir profondément irrité. Il répétait avec un plaisir évident une réflexion faite à propos de Jules II par Robertet, qui se demandait si « Dieu pour la ruine du monde » ne l'avait pas « créé butor » (L. II, 218). Et il ajoutait avec une solennité inhabituelle que, véritablement, le pape allait « ruiner la Chrétienté et achever d'épuiser l'Italie » (L. II, 215).

On retrouve ce compte rendu du déroulement de la campagne du pape sous une forme pratiquement identique dans les pages du *Prince*. Machiavel y concède d'abord que même si Jules II, « en toutes ses affaires, procéda avec impétuosité », il n'en reste pas moins « que tout ce qu'il fit tourna bien », même les entreprises les plus irréalistes. Mais il poursuit en faisant valoir que cela tenait essentiellement au fait que « les temps et les choses » étaient à ce point « conformes à cette sienne façon de procéder » qu'il n'eut jamais à assumer les frais de sa témérité. En dépit des premiers succès du pape, Machiavel demeure parfaitement conséquent lorsqu'il porte un jugement fort défavorable sur son sens politique. Il est vrai que Jules II « mena à bien par sa marche impétueuse ce que jamais autre pontife, avec toute la prudence humaine, n'aurait mené à bien ». Mais l'impression qu'il nous a laissée d'avoir été un grand meneur d'hommes ne tient qu'à « la brièveté de sa vie ». « Si fussent venus des temps où il eût fallu procéder avec circonspection, sa ruine s'en [serait] ensuivie ; et jamais il ne se serait écarté de ces façons de faire où la nature l'inclinait » (P., 197).

Entre sa mission auprès du pape en 1506 et son retour de France en 1510, Machiavel effectua une autre mission à l'étranger, au cours de laquelle il eut le loisir d'approcher de près une autre éminente figure de pouvoir, celle de Maximilien, le Saint-Empereur romain. La Signoria prit la décision d'envoyer cette ambassade parce qu'elle ne pouvait demeurer indifférente au projet qu'avait l'empereur de traverser l'Italie afin de venir se faire couronner à Rome. Annonçant son intention, l'empereur avait demandé aux Florentins une aide substantielle pour pouvoir faire face à ses habituelles difficultés financières. La Signoria sentit avec inquiétude qu'il lui faudrait répondre à cette demande si ce projet venait réellement à voir le jour. La question se posait par conséquent de savoir si, véritablement, l'empereur était sur le point d'arriver. En juin 1507, Francesco Vettori fut dépêché auprès de la cour impériale afin d'obtenir une réponse à cette question, mais les informations qu'il rapporta étaient à ce point confuses que Machiavel dut prendre le relais six mois plus tard, muni d'instructions complémentaires. Les deux hommes demeurèrent à la cour impériale jusqu'au mois de juin de l'année suivante, lorsque le projet d'expédition fut définitivement abandonné.

Les commentaires de Machiavel sur le chef de la Maison des Habsbourg ne comportent aucune des nuances et des précisions qui caractérisent ses portraits de César Borgia et de Jules II. Machiavel, pendant toute la durée de cette mission, fut d'abord profondément frappé par la totale incompétence de l'empereur comme homme d'État, par le fait qu'il ne possédait pour ainsi dire aucune des qualités indispensables à qui veut diriger efficacement un gouvernement. Il sentit que la faiblesse fondamentale de l'empereur résidait dans sa nature trop « maniable et crédule » (L. II, 109), qui le faisait être toujours prêt à se laisser « détourner [...] par son entourage » d'exécuter ce

qu'il avait décidé de faire (L. II, 137). C'est cela, dit Machiavel, qui « rend si difficiles les légations auprès de lui », puisque même lorsqu'il s'est enfin décidé à agir – comme pour l'expédition en Italie – il est encore capable de répondre à qui l'interroge que « Dieu sait comment tout cela finira ! » (L. II, 125). Cela conduit tout le monde à désespérer du pouvoir, chacun étant laissé dans « le même embarras », personne ne pouvant « raisonnablement prévoir, je ne dis pas comment finira, mais même comment commencera tout ceci » (L. II, 113 ; cf. aussi P., 137 et 141-142)¹.

Pour l'essentiel, le portrait de l'empereur que l'on trouve dans *Le Prince* est fidèle à ces premières notations. Le personnage de Maximilien apparaît dans le chapitre 23 qui traite de la nécessité pour les princes de tenir compte des bons conseils. La conduite de l'empereur y est décrite sur le mode d'un conte moral, dans lequel sont dénoncés les dangers qu'implique l'absence de fermeté dans les rapports avec les conseillers. Maximilien est présenté comme étant à ce point « facile » (P., 192) qu'il suffit que ses plans « commencent à être connus » et « contredits » par son entourage pour qu'il en soit tout à fait désarçonné et qu'il « s'en détourne » (P., 192). Il en résulte que non seulement il se trouve dans l'incapacité d'exécuter ce qu'il avait prévu de faire, mais que, de plus, personne autour de lui « ne comprend jamais ce qu'il veut ou entend faire » ; partant, il est considéré comme totalement incompétent en tant que souverain, puisqu'« on ne peut faire fond » sur aucune de ses décisions et « que ce qu'il fait un jour, il le détruit l'autre » (P., 192).

1. Dans l'édition italienne de S. Bertelli à laquelle l'auteur se réfère, certaines des lettres citées sont attribuées à Francesco Vettori. Il en va de même pour l'édition française, et les indications que nous donnons renvoient tantôt aux lettres signées Vettori, tantôt aux lettres signées Machiavel, qui sont au demeurant, pour certains passages, extrêmement proches (*NdT*).

Les leçons de la diplomatie

Lorsqu'il fut à même de porter un jugement définitif sur les souverains et les hommes d'État qu'il avait rencontrés, Machiavel en vint à la conclusion qu'il y avait une leçon simple, mais néanmoins fondamentale, qu'aucun d'entre eux n'avait comprise et qui permettait de saisir pourquoi ils avaient généralement échoué dans leurs entreprises ou pourquoi, s'ils avaient réussi, ils le devaient plus à la chance qu'à leur jugement politique. Ils avaient en commun une faiblesse fondamentale, celle d'être tragiquement incapables de s'adapter à la diversité des circonstances. Césaire Borgia ne cessa jamais d'être présomptueux, Maximilien fut toujours précautionneux et hésitant à l'extrême, et Jules II, quant à lui, fut sans cesse impétueux et bouillonnant. Tous se refusèrent à reconnaître qu'il leur eût été possible de réussir infiniment mieux s'ils avaient cherché à composer avec les exigences du moment au lieu d'essayer d'adapter les circonstances à leur personnalité.

Machiavel va même jusqu'à inscrire ce jugement au centre de ses analyses du pouvoir politique dans *Le Prince*. Mais c'est bien plus tôt, tout au long de sa pratique active de diplomate, qu'il avait fait cette observation. La lecture de ses *Rapports de légation* démontre on ne peut plus clairement que cette observation, qui ne manque pas d'ailleurs de le surprendre, est moins le fruit de sa propre réflexion que celui de l'attention qu'il porta à deux des politiciens les plus perspicaces parmi tous ceux qu'il eut à connaître et de l'élaboration qu'il fit par la suite de cette observation. Il rencontra ce problème pour la première fois lors de l'élection de Jules II au trône pontifical. Machiavel, ce jour-là, était en conversation avec Francesco Soderini, cardinal de Volterra et frère de Piero Soderini, le gonfalonier (chef du pouvoir exécutif) de Florence. Le cardinal lui assura « qu'il croyait qu'il y avait de longues années que Florence n'avait pu mettre en un

pape autant d'espoirs qu'en celui-ci, à condition, ajouta-t-il, de savoir le ménager » (L. I, 342). Deux ans plus tard, Machiavel recueillit le même jugement alors qu'il était engagé dans une négociation avec Pandolfo Petrucci, le seigneur de Sienne, qu'il évoquera plus tard dans *Le Prince* en des termes élogieux, disant de lui qu'il était un « homme de grand mérite » (P., 189). Machiavel avait été envoyé auprès du Siennois par la Signoria afin de se faire expliquer les raisons de « toutes les ruses et intrigues » qui émaillaient les relations de Pandolfo avec Florence (L. I, 468). Pandolfo répondit aux questions qui lui étaient posées avec une effronterie qui ne manqua pas d'impressionner Machiavel. « Je veux me tromper moins souvent », commença-t-il par lui répondre, et pour cela, « je dirige mon gouvernement au jour le jour et juge les événements d'heure en heure vu que les temps actuels changent plus vite que nos cerveaux ne pensent » (L. I, 480).

Si les jugements que porte Machiavel sur les souverains de son temps sont en général extrêmement critiques, on ne saurait en conclure pour autant qu'il considère l'histoire de leurs faits et gestes comme une simple succession de crimes, de folies et de malheurs. En réalité, il eut plus d'une fois l'occasion d'observer, au cours de sa carrière diplomatique, certaines manières d'aborder et de résoudre un problème politique qui suscitèrent chez lui une admiration sans réserve et qui, plus encore, eurent une influence évidente sur ses propres conceptions du pouvoir politique. L'affrontement au cours duquel, en 1503, César Borgia et Jules II s'efforcèrent de jouer au plus fin constitue l'un de ces moments privilégiés. Machiavel fut fasciné par la façon dont Jules II sut se dégager du dilemme dans lequel la présence du duc à la cour pontificale l'avait enfermé. Ainsi qu'il le rappelait au Conseil des dix, « la haine que ne peut manquer de lui avoir vouée [au duc] Sa Sainteté » est bien connue, elle contraste fortement avec les « grandes promesses » qu'il lui avait faites parce que « ayant eu

grand besoin » de lui « pour son élection » (L. I, 344). De fait, le problème pouvait sembler insoluble : comment Jules II pouvait-il espérer être libre de ses mouvements sans renier en même temps son engagement solennel ?

La réponse, comme Machiavel devait rapidement le découvrir, vint en deux temps avec une désarmante simplicité. Avant son élection, Jules II avait pris grand soin de faire savoir qu'il était « très respectueux » de « tenir sa parole » (L. I, 353). Mais à mesure qu'il se sentait plus en sécurité, il s'était mis à renier ses promesses. Il ne dénia pas seulement au duc le droit à son titre et à ses troupes : il le fit arrêter et emprisonner dans le palais pontifical. Machiavel a bien de la peine à masquer son étonnement et son admiration devant ce *coup*¹. « On voit, s'exclame-t-il, que ce pape-là commence à payer ses dettes de la façon qui convient le mieux : il les efface avec le coton de l'encrier. » Pour autant, personne n'en est venu à considérer, ajoute-t-il avec insistance, que le pape mérite la disgrâce ; bien au contraire, « les bénédictions de tous pleuvent sur les mains pontificales » (L. I, 378).

Machiavel fut très déçu par la manière désastreuse dont Borgia se laissa déborder. Il souligne de façon remarquable que le duc n'aurait jamais dû se fier à « la parole des autres qu'il [croyait] plus sûre que ne fut la sienne » (L. I, 344). Néanmoins, Borgia fut incontestablement le souverain que Machiavel trouva le plus intéressant à observer durant ses années d'activité et quand, en deux autres occasions, il eut le privilège de le voir confronté à des situations de crise, la force et l'assurance que le duc sut manifester pour les surmonter lui inspirèrent le plus grand respect.

La première de ces crises survint en décembre 1502, lorsque les populations de Romagne manifestèrent soudainement leur exaspération devant les méthodes répressives

1. En français dans le texte.

dont un lieutenant de Borgia, Rimirro de Orco, avait fait usage au cours de l'année précédente alors qu'il s'employait à pacifier cette province. Incontestablement, Rimirro n'avait fait qu'exécuter les ordres du duc et avait accompli sa tâche avec le plus grand succès, substituant aux désordres qui régnaient dans le pays un gouvernement solide. Mais la haine qu'avait engendrée sa cruauté était telle que le maintien de l'ordre dans cette province s'en trouvait désormais compromis. Que pouvait faire Borgia dans une telle situation ? La solution à laquelle il eut recours supposait une maîtrise terrifiante, ce dont Machiavel rend parfaitement compte dans le récit qu'il fait de cet épisode. Rimirro fut appelé à comparaître à Imola, et quatre jours plus tard on le trouva « en deux tronçons » exposé sur la place, où il demeura de manière « à ce que toute la population » ait « le loisir de le voir ». Machiavel ajoute là « qu'il [s'est agi en cette circonstance] du seul plaisir du prince qui montre ainsi à tous qu'il peut faire et défaire les hommes à son gré selon [ce] qu'ils [...] méritent » (L. I, 285).

Borgia suscita encore l'admiration plus que stupéfaite de Machiavel lorsqu'il dut faire face aux difficultés militaires qui se développèrent en Romagne à peu près à la même époque. Dans un premier temps, le duc avait été obligé de s'assurer de l'appui des petits seigneurs de la région pour asseoir sa suprématie militaire. Mais durant l'été 1502, il devint clair que les plus puissants d'entre eux, en particulier les Orsini et les Vitelli, n'étaient non seulement plus dignes de sa confiance mais complotaient contre lui. Que devait-il faire ? Son premier mouvement consista tout simplement à se débarrasser d'eux en feignant un désir de réconciliation : il leur proposa pour ce faire une rencontre à Senigallia et, là, les massacra jusqu'au dernier. Décrivant la manœuvre, Machiavel perd son habituel sang-froid, et, cette fois, n'hésite pas à dire : « J'en demeurai stupide » (L. I, 287). À la suite de cet

événement, Borgia décida qu'à l'avenir il ne passerait plus jamais d'alliance avec des gens aussi peu fiables et qu'au contraire il lèverait ses propres troupes. Une telle politique – sans précédent en un temps où pratiquement chaque prince italien avait recours aux services de mercenaires – semble bien avoir frappé Machiavel qui la considéra comme une initiative d'une rare perspicacité. Il rapporte avec une évidente approbation que le duc n'a pas seulement décidé que désormais « il lui [fallait] assurer ses États » avec « ses propres forces », mais qu'il a entamé le recrutement avec une rapidité stupéfiante, « ayant déjà près de cinq cents hommes d'armes et autant de chevaliers » (L. I, 241). Retrouvant son style le plus sentencieux, Machiavel explique qu'il « écrit tout ceci d'autant plus volontiers » qu'il en est venu lui-même à considérer « qu'une puissance qui s'appuie sur des milices recrutées chez elle et bien armées peut compter sur des avantages consistants » (L. I, 259).

En 1510, après dix années de missions effectuées sur tous les fronts, Machiavel s'est fait une opinion sur la plupart des hommes d'État qu'il a rencontrés. Seul Jules II continue à certains égards de l'intriguer. D'un côté, la déclaration de guerre que le pape a faite à la France en 1510 lui apparaît comme quasi irresponsable. Il fallait en effet être dépourvu de toute imagination pour ne pas se rendre compte « qu'il ne pouvait y avoir pour Florence de malheur plus terrifiant que l'inimitié entre ces deux princes » (L. II, 220 ; L. It., 1273). Mais par ailleurs, il ne peut se déprendre d'espérer que, du seul fait de son impétuosité, Jules II puisse encore être le sauveur de l'Italie. À la fin de la campagne contre Bologne, Machiavel en vient à se demander si le pape ne pourrait pas « réaliser quelque chose de grandiose », et si, cette fois, l'Italie ne pourrait pas être sauvée « de l'avidité de ceux qui [veulent] la dévorer » (L. II, 55). Quatre ans plus tard, en dépit de l'aggravation de la crise internationale, il essaie encore de

dominer ses craintes grandissantes en déclarant que le pape pourrait encore « finir par entraîner tout le monde derrière lui » comme ce fut le cas « lors de sa guerre contre Bologne » (L. II, 209).

Malheureusement pour lui-même et pour Florence, Machiavel allait se révéler meilleur oracle dans ses appréhensions que dans ses espoirs. Après avoir été aux abois durant les combats de l'année 1511, Jules II réagit en concluant une alliance qui allait entièrement changer la face de l'Italie. Le 4 octobre 1511, il signa le traité de la Sainte Ligue avec Ferdinand d'Espagne, obtenant par ce moyen le soutien militaire de l'Espagne dans sa croisade contre la France. En 1512, la nouvelle campagne à peine entamée, la formidable infanterie espagnole se mit à marcher sur l'Italie. Les Espagnols commencèrent par contraindre les premières lignes françaises à reculer en les forçant à évacuer Ravenne, Parme et Bologne, pour finalement les obliger à faire retraite en deçà de Milan. Puis ils se tournèrent vers Florence. La ville n'avait pas osé défier la France, et ne s'était donc pas déclarée officiellement en faveur du pape. Le moment était venu pour elle de payer, très cher, cette erreur. Le 20 août, les Espagnols mirent à sac Prato, petite ville voisine de Florence, et, trois jours plus tard, les Florentins capitulèrent. Le gonfalonier Soderini s'enfuit en exil, les Médicis revinrent dans la ville après dix-huit ans d'absence, et quelques semaines plus tard la république fut abolie.

Le sort personnel de Machiavel était lié à celui du régime républicain. Le 7 novembre, il fut officiellement révoqué de son poste à la chancellerie. Trois jours plus tard, il se voyait signifier l'interdiction de quitter le territoire florentin pour un an, et l'on exigea de lui une énorme caution : mille florins. Le pire survint en février 1513. Il fut suspecté, à tort, d'avoir pris part à une conspiration manquée contre le nouveau gouvernement des Médicis. Après avoir été soumis à la torture, il fut condamné à la

prison ainsi qu'à une forte amende. Comme il s'en plaindra plus tard aux Médicis en leur dédicaçant *Le Prince*, il avait été, soudainement et injustement, atteint par « une grande et continuelle malignité de la Fortune » (P., 94).

LE CONSEILLER DES PRINCES

Le contexte florentin

Au début de l'année 1513, les Médicis connurent le plus grand triomphe de leur histoire. Le 22 février, le cardinal Giovanni de Médicis partit pour Rome après avoir appris la mort de Jules II et, le 11 mars, élu par les cardinaux réunis en conclave, il devint le pape Léon X. Cet événement portait incontestablement un coup supplémentaire aux espoirs de Machiavel, puisque le nouveau régime allait bénéficier d'une popularité sans précédent. Giovanni de Médicis était le premier Florentin à devenir pape, et si l'on en croit Luca Landucci, un chroniqueur de l'époque, la ville célébra l'événement par des feux de joie et des tirs d'artillerie pendant près d'une semaine. Cependant, envisagé sous un autre angle, ce même événement fut un coup de chance inespéré puisqu'il conduisit le gouvernement à décréter, au titre des réjouissances générales, une amnistie qui rendit sa liberté à Machiavel.

Sitôt sorti de prison, Machiavel commença des démarches pour se faire reconnaître par les nouvelles autorités de la ville. Il écrivit plusieurs fois à son ancien collègue, Francesco Vettori, qui avait été nommé ambassadeur à Rome, en le pressant d'user de son influence « de manière, dit-il, à ce que Sa Sainteté puisse commencer de me mettre à l'épreuve » (L. II, 337 ; C. It., 516). Très vite cependant, il

lui apparut que Vettori était soit incapable de l'aider, soit peu désireux de le faire. Très découragé, Machiavel se retira dans la petite ferme qu'il possédait à Sant'Andrea pour (ainsi qu'il l'écrit à Vettori) « être éloigné de tout visage humain » (C. It., 516)¹. À partir de ce moment, c'est comme observateur et non plus comme acteur que Machiavel, pour la première fois, commença à considérer la scène politique. Dans un premier temps, il écrivit à Vettori des lettres fort longues, remarquablement argumentées, dans lesquelles il traitait des conséquences à venir des nouvelles interventions françaises et espagnoles en Italie. Puis – ainsi qu'il l'explique dans une lettre datée du 10 décembre – il commença à meubler son désœuvrement forcé par une réflexion plus systématique sur son expérience de diplomate, les leçons de l'histoire et le rôle des hommes d'État.

Comme il s'en plaint dans cette même lettre, Machiavel en est alors réduit à vivre dans sa pauvre ferme sur son maigre patrimoine (L. II, 369). Mais il fait en sorte de rendre cette vie supportable en se retirant chaque soir dans son bureau où il lit les classiques et « entre dans les cours antiques des hommes de l'Antiquité » de manière « à parler avec eux et à les interroger sur les mobiles de leurs actions » (L. II, 369). Il médite aussi sur ce qu'il a pu apprendre au cours de ces « quinze années » pendant lesquelles il se voua « au soin des affaires de l'État » (L. II, 370). Le résultat de tout cela, dit-il, c'est que « j'ai [...] composé un opuscule, *De principatibus*, où je creuse de mon mieux les problèmes que pose un tel sujet » (L. II, 370). L'« opuscule » en question, c'est son chef-d'œuvre, *Le Prince*, qui, comme cette lettre l'indique, était alors, en cette seconde moitié de l'année 1513, en cours de rédaction et qui fut achevé en décembre de la même année.

1. Ce passage final de la lettre à Vettori datée du 29 avril 1513 ne figure pas dans l'édition française. Q. Skinner se réfère ici à la version de cette lettre donnée par Villari et reproduite en appendice dans l'édition de F. Gacta, p. 510-516 (*NdT*).

Machiavel espérait vivement, ainsi qu'il le confiait à Vettori, que ce travail lui permettrait d'attirer l'attention de « ces Médicis » (L. II, 370). Parmi les raisons qui le poussaient ainsi à vouloir être remarqué, celle qui avait trait à son désir d'offrir aux Médicis « quelque témoignage de [sa] soumission » à leur égard (P., 93) apparaît explicitement dans sa dédicace du *Prince*. La force de ce désir semble avoir été telle qu'elle alla jusqu'à altérer la rigueur habituelle de son argumentation puisqu'on le voit soutenir fermement dans le chapitre 20 du *Prince* que les nouveaux souverains peuvent s'attendre à trouver « plus de fidélité et plus d'utilité chez les hommes qui à leur arrivée au pouvoir ont été tenus pour suspects que chez ceux en qui, au commencement, ils avaient confiance » (P., 181). Dans la mesure où cette affirmation sera explicitement contredite par la suite dans les *Discours* (D., 424), on a tout lieu de penser que ce souci de servir est venu interférer avec la logique du raisonnement, ce dont témoigne le fait qu'il répète, de manière pressante, ne pas vouloir « omettre de rappeler aux princes » qu'il est « plus facile de gagner l'amitié des hommes qui étaient contents du régime antérieur » (P., 182) que celle de n'importe quels autres.

Il reste que la préoccupation essentielle de Machiavel était bien évidemment de convaincre les Médicis qu'il était un homme sous-employé et qu'il était absurde de se priver des services d'un expert de sa qualité. Il insiste dans sa dédicace sur le fait que « pour bien connaître » la nature des princes, l'observateur ne doit pas être lui-même un prince mais un homme « du peuple ». Avec son assurance habituelle, il ajoute que ses observations ont toutes chances d'avoir une valeur exceptionnelle et cela pour deux raisons. Il invoque d'abord sa « longue expérience des choses modernes » acquise au cours de « tant d'années » et « au prix de tant de fatigues et de périls ». Il ajoute ensuite – et il le souligne avec fierté – qu'il a, durant tout

ce temps, acquis la maîtrise théorique de l'art de gouverner grâce à une « lecture continuelle » des choses de l'histoire ancienne, cette indispensable source de sagesse qu'il a « longuement, avec le plus grand soin, recueillie [s] et analysée [s] » (P., 93-94).

Quel enseignement Machiavel, en prenant appui sur ses lectures et son expérience, croit-il pouvoir ainsi délivrer aux princes en général et aux Médicis en particulier ? Qui-conque ouvre *Le Prince* et en lit la première page peut penser que l'on n'y trouve rien de plus qu'une analyse aride et schématique des types de principautés ainsi que des moyens de les « acquérir et [de] les garder » (P., 141). Dans le premier chapitre, Machiavel commence par définir l'idée d'État pour conclure que tous les États sont « ou républiques ou monarchies » (P., 95). Il met alors immédiatement de côté la première catégorie, observant qu'à cette étape, n'étant concerné que par les monarchies, il s'abstiendra de traiter des républiques. Vient ensuite l'observation très banale que les monarchies sont soit héréditaires soit nouvelles. Il met à nouveau de côté le premier terme de l'alternative, faisant valoir que dans le cas des monarchies héréditaires, les souverains rencontrent peu de difficultés et n'ont par conséquent guère besoin de conseils. Concentrant toute son attention sur les monarchies nouvelles, il entreprend de distinguer celles qui le sont « entièrement » de celles qui ne le sont que partiellement parce qu'elles viennent s'ajouter « à un État ancien du conquérant » (P., 100). Cette fois-ci, c'est la seconde catégorie qui va être délaissée ; après avoir consacré trois chapitres aux « monarchies mixtes », il bifurque au cours du chapitre 6 vers le sujet qui le fascine par-dessus tout : la question des monarchies entièrement nouvelles (P., 113). Il opère alors une nouvelle subdivision et introduit simultanément ce qui est probablement l'opposition maîtresse de toute sa théorie politique, celle qui constitue la charpente du *Prince*. Les monarchies nouvelles, déclare-t-

il, sont soit conquises et conservées par les « propres armes [du prince] et par sa *virtù* », soit « par les armes d'autrui et par la Fortune » (P., 113, 117).

Revenant sur cette dernière distinction, Machiavel témoigne du peu d'intérêt qu'il porte à la première de ces deux situations. Certes, il souligne que ceux qui sont devenus princes par « leur mérite propre et non par chance » ont été « les plus excellents », citant à l'appui de cette thèse les exemples de « Moïse, Cyrus, Romulus, Thésée et autres semblables ». Mais c'est en vain qu'il cherche un exemple contemporain à leur opposer (à l'exception peut-être de Francesco Sforza) et, au terme de cette discussion, il conclut qu'une *virtù* aussi exceptionnelle est sans doute introuvable en ces temps modernes marqués par la corruption (P., 114). Il considère alors le cas des royaumes acquis au moyen de la « Fortune et des armes d'autrui ». Là, à la différence du cas de figure précédent, l'Italie moderne lui fournit une foule d'exemples, à commencer par celui, remarquable, de César Borgia qui « acquit ses États par la bonne Fortune de son père » ; sa carrière, dit-il, peut être donnée « comme modèle à tous ceux que la chance et les armes d'autrui ont fait accéder au pouvoir ».

Cette dernière remarque met un terme au système de divisions et de subdivisions construit par Machiavel, et nous nous trouvons alors à même d'examiner le type de monarchie auquel incontestablement il porte le plus d'intérêt. Du même coup, il devient clair qu'en dépit du soin qu'il a pris pour présenter son argumentation sous forme d'une succession d'alternatives neutres, il a en fait organisé la discussion de manière suffisamment ingénieuse pour parvenir à privilégier une situation qu'il juge, pour des raisons aussi bien locales que personnelles, particulière. Cette situation, présentée comme nécessitant le recours urgent au conseil d'un expert, c'est celle d'un souverain qui a conquis le pouvoir grâce à la Fortune et aux

armes d'autrui. Du temps de Machiavel, aucun lecteur du *Prince* n'aurait manqué de remarquer qu'au moment où l'auteur mettait ainsi en lumière ce genre de situation, les Médicis venaient de recommencer à dominer Florence comme ils l'avaient fait autrefois grâce à un extraordinaire et heureux coup de la Fortune, grâce aussi à l'aide apportée par l'indomptable force de l'armée étrangère fournie par Ferdinand d'Espagne. Cela ne signifie pas que l'on doit considérer l'argumentation de Machiavel comme fautive sous prétexte qu'elle serait par trop destinée à servir sa propre cause. Mais cela témoigne de l'objectif qu'il poursuivait : attirer l'attention de son lecteur sur un moment et sur un lieu particuliers. Ce lieu, c'était Florence ; ce moment, celui de la composition du *Prince*.

L'héritage classique

Lorsque, comme c'était le cas en 1512, Machiavel et ses contemporains ressentaient la nécessité de réfléchir sur le pouvoir immense de la Fortune dans le déroulement des affaires humaines, ils se tournaient généralement vers les historiens et les moralistes de la Rome antique afin de se référer à une représentation autorisée de la nature de cette déesse. Les auteurs de l'Antiquité affirmaient que lorsqu'un souverain tenait son pouvoir de l'intervention de la Fortune, il devait, avant tout, apprendre à craindre cette déesse, même lorsqu'elle lui semblait prête à le combler de bienfaits. Tite-Live a laissé une illustration particulièrement impressionnante de cette idée dans le livre 30 de son *Histoire*, lorsqu'il décrit l'épisode dramatique au cours duquel Hannibal finit par capituler devant Scipion le jeune. Hannibal débute son discours de reddition en témoignant de son admiration pour son vainqueur, un homme que « la Fortune n'a » jusqu'à présent « jamais déçu ». Mais, immédiatement après, il évoque gravement ce qu'il en est du

rôle de la Fortune dans les affaires des hommes. Non seulement, fait-il remarquer, « le pouvoir de la Fortune est immense », mais « plus la Fortune est généreuse plus on doit toujours s'en méfier ». Si pour nous élever, dit-il, nous nous plaçons dans la dépendance de la Fortune, nous nous exposons à connaître les revers « les plus terribles » le jour où elle se retournera contre nous, car l'on peut tenir pour acquis qu'elle ne s'arrête jamais en chemin.

Pour autant, les moralistes de la Rome antique n'avaient jamais considéré la Fortune comme une inexorable force maléfique. Au contraire, ils la considéraient comme une déesse bénéfique, *bona dea*, comme une alliée potentielle dont on devait chercher à capter l'attention. Il est bien évident que cette sympathie pour la Fortune trouvait sa justification dans les faveurs dont elle était porteuse, ces faveurs que tous les hommes étaient supposés désirer. Ces faveurs elles-mêmes sont décrites de diverses manières : Sénèque, pour sa part, privilégie « l'honneur, la richesse, l'influence » ; Salluste, de son côté, préfère mettre en avant « la gloire, l'honneur et le pouvoir ». Mais tous tombent généralement d'accord pour considérer que, de tous les bienfaits de la Fortune, l'honneur est le plus grand, et que la gloire lui fait suite. Ainsi que Cicéron le répète avec insistance dans son traité *Des devoirs*, « atteindre à la gloire constitue le bien le plus précieux pour l'homme, accroître son honneur et sa gloire personnels » représente « le triomphe le plus authentique » auquel on puisse parvenir.

La question décisive que l'ensemble de ces auteurs mettent en avant est la suivante : comment pouvons-nous convaincre la Fortune de tourner ses regards vers nous, de déverser sur nous plutôt que sur les autres les trésors de sa corne d'abondance. On répondra que, pour déesse qu'elle soit, la Fortune n'en est pas moins femme ; et que, femme, elle est avant tout attirée par le *vir*, par la virilité la plus authentique. Pour cette raison, le courage figure en première place parmi les qualités qu'elle aime à recom-

penser. Tite-Live cite ainsi à plusieurs reprises l'adage selon lequel « la Fortune favoriserait les braves ». Mais la qualité que la Fortune admire plus que toute autre, c'est la *virtù*, l'attribut qui par excellence signe qu'un homme est un homme. À la source de cette croyance se trouve une idée qui est très clairement exposée dans les *Tusculanes* de Cicéron : il y est expliqué que, pour décider si un homme est vraiment un homme, il convient de prendre pour critère le fait qu'il possède ou non la *virtù* sous sa forme la plus élevée. Les conséquences de ce raisonnement sont longuement analysées dans *L'Histoire* de Tite-Live : on y apprend que l'on peut presque toujours expliquer les succès remportés par les Romains par le fait que la Fortune se plaît à suivre et même à attendre la *virtù*, et que, très généralement, elle sourit à ceux qui s'en montrent détenteurs.

Avec le triomphe du christianisme, cette analyse classique de la Fortune fut réduite à néant. La conception chrétienne, largement exposée par Boèce dans son ouvrage *La Consolation philosophique*, réfutait radicalement l'hypothèse sur laquelle reposait cette analyse : la possibilité d'influencer la Fortune. La déesse était désormais dépeinte sous les traits d'un « pouvoir aveugle » peu soucieux de choisir les destinataires de ses grâces. La Fortune n'était même plus, dès lors, conçue comme une amie potentielle, mais tout simplement comme une force sans pitié ; elle n'était plus symbolisée par la corne d'abondance mais par la roue qui tourne, inexorablement, à l'image « du flux et du reflux des marées ».

Cette nouvelle définition de la nature de la Fortune devait aller de pair avec un changement de la conception que l'on en avait. Son refus de prendre en compte le mérite des hommes lorsqu'elle distribue ses bienfaits venait rappeler que ses grâces n'étaient pas dignes d'être recherchées et que le désir d'obtenir les honneurs et la gloire sur cette terre n'avait véritablement, comme le souligne

Boèce, « aucune valeur ». Par conséquent, la Fortune ne pouvait servir qu'à conduire les pas des hommes hors des sentiers de la gloire, et ne pouvait que les encourager à regarder au-delà de leur prison terrestre afin de rechercher le repos céleste. Mais cela signifiait qu'en dépit de sa tyrannie capricieuse, la Fortune était tout simplement servante de Dieu, qu'elle était l'agent intermédiaire de la bienveillante Providence divine. Dans cette perspective, la Fortune constituait un élément du dessein de Dieu destiné à montrer aux hommes que « le bonheur ne réside pas dans les aléas de l'existence terrestre » et à les aider à « mépriser les choses de cette terre, à s'en libérer pour atteindre à la joie céleste ». Boèce concluait que Dieu avait placé les biens de ce monde entre les mains incapables de la Fortune. En procédant ainsi, il avait pour but de nous apprendre « que la plénitude ne peut être obtenue au moyen de la richesse, que le pouvoir ne se réduit pas au trône, que le respect ne se gagne pas par la bassesse ni la renommée par le moyen de la gloire ».

Le rapprochement qu'opéra ainsi Boèce entre Fortune et Providence eut une influence durable sur la littérature italienne : il sous-tend la discussion à propos de la Fortune dans le chant VII de *L'Enfer* de Dante, il fournit à Pétrarque le thème de son ouvrage *Des remèdes contre l'une et l'autre fortune*. Cependant, avec le retour des valeurs classiques qui caractérise la Renaissance, cette conception de la Fortune comme exécutrice des œuvres divines – une *ancilla dei* – va se trouver mise en cause par l'idée ancienne qui exigeait de distinguer entre Fortune et destin.

Cette argumentation trouve son origine dans la modification de la conception que l'on se faisait jusque-là de la nature particulière « de l'excellence et de la dignité » humaines. Traditionnellement, cette conception était étroitement liée à la croyance que l'homme avait une âme immortelle, mais dans l'œuvre des successeurs de Pétrarque on assiste au développement d'un courant de pensée qui

met désormais l'accent sur l'existence de la libre volonté et considère que la liberté humaine est menacée si l'on conçoit la Fortune comme une force inexorable. On assiste alors au développement d'un courant de pensée qui repousse toute tentative de faire de la Fortune un simple agent de la Providence. Un exemple frappant de cette réaction est donné par l'attaque de Pic de la Mirandole contre la prétendue science astrologique, dont il dénonce la prétention à établir que le cours de notre Fortune serait inéluctablement régi par la situation des étoiles au moment de notre naissance. Un peu plus tard, une conception beaucoup plus optimiste se répandra : celle que Cassius expose à Brutus dans le *Jules César* de Shakespeare ; il soutient que lorsque nous échouons dans nos tentatives pour atteindre à la grandeur, les causes de cet échec doivent être recherchées « non pas dans notre horoscope mais en nous-mêmes ».

En prenant comme point de départ de leur réflexion cette nouvelle conception de la liberté, les humanistes du xv^e siècle italien retrouvèrent dans sa plénitude l'image classique du rôle de la Fortune dans les affaires humaines. Les preuves abondent, que ce soit dans les œuvres d'Alberti, dans le traité *De la Fortune* de Pontano, et, de manière plus exemplaire encore, dans la brochure d'Aeneas Sylvius Piccolomini, publiée en 1444 sous le titre *Un rêve de la Fortune*. On y voit l'auteur rêver qu'il est guidé dans le royaume de la Fortune et qu'il rencontre la déesse elle-même qui accepte de répondre à ses questions. Elle reconnaît être entêtée dans l'exercice de ses pouvoirs, et lorsqu'il lui demande : « Combien de temps pouvez-vous demeurer clémente avec les hommes ? », elle répond : « Jamais longtemps quels qu'ils soient. »

Elle n'en demeure pas indifférente pour autant au mérite des hommes, et se garde bien de démentir l'idée « qu'il serait possible d'obtenir ses faveurs moyennant la pratique de certains arts ». Lorsque, finalement, on l'interroge sur

les qualités qu'elle préfère et sur celles qu'elle exècre, elle répond par une allusion à la réputation qu'elle a de favoriser les braves, et déclare que « ceux qui manquent de courage sont les plus haïssables de tous ».

Lorsque, dans l'avant-dernier chapitre du *Prince*, Machiavel en arrive à discuter de « ce que peut la Fortune dans les choses humaines », la manière dont il aborde cette question essentielle atteste qu'il est un parfait représentant des positions humanistes. Le chapitre s'ouvre par l'évocation de la croyance commune qui veut que les hommes « soient gouvernés par la Fortune et par Dieu », et Machiavel fait remarquer que cela implique l'absence de tout « remède » face aux « grands changements » des « choses du monde », puisque toute chose en son avènement est censée relever d'une prédestination providentielle (P., 195). À l'opposé de ces positions chrétiennes, Machiavel s'empresse de développer une analyse classique de la liberté humaine. Il concède bien sûr que cette liberté est loin d'être absolue, ne serait-ce qu'à cause de l'étendue du pouvoir de la Fortune, et affirme « qu'il peut être vrai » qu'elle soit « arbitre de la moitié de nos actions ». Mais il refuse énergiquement de se rallier à l'idée que notre destinée serait tout entière entre les mains de la Fortune, affirmant que cela reviendrait à abolir « notre libre arbitre ». En conséquence, il s'en tient fermement à la conception humaniste selon laquelle « Dieu ne veut pas faire toute chose, pour ne point nous ôter le libre arbitre et une part de la gloire qui nous revient à nous » (P., 200) et il conclut que la moitié de nos actions « ou à peu près » sont tout simplement de notre ressort et ne sont pas soumises aux desseins de la Fortune (P., 195).

Cette conception très imagée de l'homme maître de son destin est, elle aussi, d'inspiration classique. Machiavel insiste sur le fait que « la Fortune est femme » et qu'elle est par conséquent facilement séduite par tout ce qui est masculin. Il évoque ainsi pour l'homme une réelle possi-

bilité de s'allier à la Fortune, d'apprendre à se conduire conformément à ce qu'elle souhaite, de neutraliser sa nature versatile, et d'être assuré de la bonne marche de ses affaires (P., 197, 198).

Tout cela le conduit à poser la question fondamentale, celle que les moralistes romains avaient d'emblée formulée : comment peut-on espérer forger une alliance avec la Fortune, comment peut-on l'amener à nous sourire ? Il répond en usant très exactement des termes qui furent ceux des auteurs classiques. Il insiste sur le fait que la Fortune « est amie » des braves, de ceux qui se montrent les « moins circonspects », et les « plus hardis » (P., 198). Il développe ensuite l'idée que la *virtus*, la marque de la virilité, suffit à émousser la Fortune et à la rendre avenante, et précise qu'en revanche l'absence de *virtù* engendre inmanquablement chez elle rage et haine. À l'inverse, il fait valoir que la seule présence de la *virtù* peut suffire pour qu'elle maîtrise ses débordements et oriente systématiquement « ses assauts, [là] où elle sait qu'on n'a pas fait de levées et de digues pour la contenir » (P., 195). Il va enfin jusqu'à suggérer que la Fortune ne manifeste son pouvoir que lorsque des hommes vertueux défont en face d'elle – ce qui conduit à penser que son admiration pour la *virtù* est telle qu'elle ne peut exercer sa haine meurtrière à l'égard de ceux qui en font preuve.

Mais Machiavel ne se contente pas de reprendre à son compte les arguments classiques, il leur donne une inhabituelle connotation érotique. Il laisse ainsi entendre que la Fortune peut aller jusqu'à trouver un plaisir pervers à être maltraitée. Il ne se borne pas à dire que, la Fortune étant femme, « il est nécessaire, à qui veut la soumettre, de la battre et la rudoyer », il ajoute « qu'elle se laisse plutôt vaincre par ceux-là que par ceux qui procèdent avec froideur » (P., 198).

Cette suggestion que les hommes peuvent, par de tels moyens, parvenir à dominer la Fortune a parfois été pré-

sentée comme une conception spécifiquement machiavé-lienne. Mais en fait, dans ce cas aussi, Machiavel reprend des exemples connus. L'idée qu'il est possible de faire face à la Fortune en usant de la violence avait été développée par Sénèque, tandis que Piccolomini, dans son *Rêve de la Fortune*, en avait exploré la dimension érotique. Lorsqu'il demandait à la Fortune : « Qui est le plus à même de retenir votre attention ? », elle avouait que les hommes qui l'attiraient le plus étaient ceux « qui manifestaient le plus d'ardeur à mettre son pouvoir en échec ». Et lorsque finalement il se risquait à l'interroger sur « les hommes qui lui paraissaient les plus désirables ? », elle lui répondait qu'elle regardait avec mépris « ceux qui ne cherchaient qu'à [l']éviter », cependant qu'elle ne cessait d'être attirée « par ceux qui voulaient [la] chasser ».

Si les hommes sont capables d'assujettir la Fortune et d'atteindre, par là, leurs buts les plus élevés, la question se pose de la nature des objectifs qu'un prince nouveau doit se fixer. Sur ce point, Machiavel commence par poser l'existence d'une condition préalable, et il use pour cela d'une tournure de phrase que l'on retrouvera en écho tout au long du *Prince*. L'objectif premier doit être, dit-il, de *mantenere lo stato*¹. Il signifie par cette formule qu'un nouveau souverain doit faire en sorte de préserver l'état de choses existant et, plus spécialement, de garder le contrôle des principaux rouages de l'État. Ces règles élémentaires de survie sont bien loin cependant d'épuiser la liste des objectifs plus élevés qui peuvent être visés ; en spécifiant ces objectifs, Machiavel apparaît à nouveau comme l'authentique héritier des historiens et des moralistes latins. Il considère que les hommes souhaitent par-dessus tout obtenir les faveurs de la Fortune. Partant, il ignore délibérément le précepte chrétien fondamental (celui sur lequel insiste notamment

1. En italien dans le texte.

saint Thomas d'Aquin dans *De regimine principum*) qui veut qu'un bon souverain se doive d'éviter de rechercher la gloire et la richesse terrestres afin d'être plus sûr de connaître la récompense céleste. À l'inverse, il semble évident pour Machiavel que les valeurs les plus élevées, celles pour lesquelles les hommes sont toujours en rivalité, sont « gloire et richesses » – les dons les plus précieux que la Fortune ait le pouvoir d'octroyer (P., 196).

Il reste que, tout comme les moralistes latins, Machiavel établit une distinction entre l'objectif matériel que constitue l'acquisition des richesses et le but le plus noble qu'un prince « sage et *virtuoso* » puisse se fixer, l'instauration d'un gouvernement « qui lui [fera] honneur et lui apportera la gloire » (P., 199). Les nouveaux princes, ajoute-t-il, auront ainsi la possibilité d'être « doublement glorieux » : ils n'auront pas seulement l'occasion de « donner naissance à une monarchie nouvelle », ils pourront aussi « la parer et la fortifier grâce à de bonnes lois, de bonnes armes, de bons amis et de bons exemples » (P., 193, note 24 ; P. It., 97)¹. Parvenir à l'honneur et à la gloire terrestres constitue donc pour Machiavel, tout comme pour Tite-Live ou pour Cicéron, l'objectif suprême, et lorsqu'il s'interroge, dans l'ultime chapitre du *Prince*, pour savoir si l'Italie est un pays susceptible d'assurer le succès d'un prince nouveau, il pose que cette question revient en fait à se demander si « à présent en Italie cour[ai]ent des temps à faire la gloire d'un nouveau prince » (P., 199). Exprimant son admiration pour Ferdinand d'Espagne – qui est de tous les hommes d'État contemporains celui qu'incontestablement il respecte le plus –, il donne pour raison de cette admiration le fait que

1. « Amis » est ici à entendre comme « alliés ». Y. Lévy fait remarquer que ces « bons amis » figurent dans certaines éditions italiennes et pas dans d'autres. S'agissant de l'édition de S. Bertelli, on les trouve en bonne place (P. It., 97) mais ils ne figurent pas dans le texte français établi par C. Bec, où l'on passe directement des « bonnes armes », aux « bons exemples » (p. 427).

Ferdinand a accompli de « grandes choses » et d'une nature telle que lui sont venus le « renom et la gloire » les plus hauts qui puissent être (P., 185).

Machiavel ne considère pas ces objectifs comme particulièrement difficiles à atteindre – au moins dans leur forme élémentaire – lorsque le prince a hérité d'un état « accoutumé [s] à une lignée de [...] prince [s] » (P., 97). Mais il reconnaît que pour un nouveau prince, à l'inverse, ces mêmes objectifs sont très difficiles à atteindre, notamment dans le cas où son accession au pouvoir est due à la seule intervention de la Fortune. Ces souverains-là « ne peuvent avoir des racines » et sont par conséquent susceptibles d'être abattus par le premier coup de tempête que la Fortune choisira de leur envoyer (P., 117). Ils ne peuvent donc pas – mieux, ils ne doivent surtout pas – croire que la Fortune pourrait leur rester à tout jamais favorable, car cela reviendrait à se fier à ce qu'il y a de moins sûr dans le devenir des affaires humaines. Une nouvelle question se pose alors à Machiavel – la plus cruciale – celle de savoir quels principes, quelles règles peuvent être proposés qui, à condition d'être sagement observés, permettront à un nouveau monarque de faire « paraître ancien un prince nouveau » (P., 193). La suite du *Prince* est essentiellement consacrée à la réponse qu'il convient d'apporter à cette question.

La révolution machiavélienne

Le conseil que Machiavel adresse aux nouveaux princes comporte deux aspects principaux. Le premier, le plus important, stipulé que « les bases fondamentales » de tous les États « sont les bonnes lois et les bonnes armes ». Il convient d'ajouter à cela que les bonnes armes priment sur les bonnes lois puisqu'il ne saurait « y avoir de bonnes lois là où il n'y a point de bonnes armes et que là où il y a

de bonnes armes il y a nécessairement de bonnes lois » (P., 141). Machiavel, avec un rien d'exagération bien dans sa manière, déduit de ce premier principe qu'un prince avisé « ne doit avoir autre objet ni autre pensée » que « la guerre, et les institutions et science de la guerre » (P., 151).

Il poursuit en précisant que les armes peuvent être de deux types : mercenaires loués et milices de citoyens. En Italie, le système du mercenariat était alors presque le seul en vigueur mais Machiavel, dans le chapitre 12 du *Prince*, s'emploie à en faire une critique radicale. Pendant « de nombreuses années », l'Italie « a été [...] sous le joug des armes mercenaires » (P., 144 ; P. It., 56), et les conséquences n'ont pas manqué d'en être consternantes : la péninsule tout entière « a été courue par Charles, pillée par Louis, violée par Ferdinand et déshonorée par les Suisses » (P., 145). On ne pouvait espérer rien de mieux puisque tous les mercenaires « sont inutiles et dangereux ». Ils sont « sans unité, ambitieux, indisciplinés, infidèles », et, avec eux, « on ne diffère la défaite qu'autant qu'on diffère l'assaut » (P., 141).

Des conséquences s'imposent, qu'il énonce avec force au long du chapitre 13. Les princes avisés ne manqueront pas « d'évite[r] ces armes-là » pour se tourner « vers celles qui [leur] sont propres ». Il attache à cela une telle importance qu'il va jusqu'à ajouter, aux limites de l'absurde, que ces princes devraient « plutôt choisir de perdre avec leurs armes que vaincre avec celles des autres » (P., 148).

Un ton si péremptoire mérite d'autant plus explication que nombre d'historiens ont établi que, dans l'ensemble, le système du mercenariat s'était révélé assez efficace. On peut d'abord faire l'hypothèse que Machiavel a voulu, par cette affirmation, souscrire à une tradition de pensée que l'on peut retrouver dans de nombreux écrits. La discussion pour savoir si la véritable citoyenneté impliquait le service des armes avait été lancée par Tite-Live et Polybe tout comme par Aristote, elle fut remise à la mode par

plusieurs générations d'humanistes florentins après que Leonardo Bruni et ses disciples en eurent renouvelé les arguments. Toutefois, il y aurait quelque chose d'inhabituel à voir Machiavel se soumettre ainsi, fût-ce à des maîtres pour lesquels il avait la plus haute estime. On a au contraire tout lieu de penser qu'au moment où il développe son offensive générale contre les armées stipendiées, il pense plus particulièrement aux malheurs qu'a connus sa ville natale : elle avait en effet subi, au cours de la guerre contre Pise, une série d'humiliations dont la responsabilité incombait indubitablement aux commandants des armées mercenaires. Il convient de rappeler, à l'appui de cette hypothèse, que cette guerre ne fut pas marquée seulement par le désastre de la campagne de 1500, mais que la nouvelle offensive florentine de 1505 se conclut par un fiasco analogue : on vit les capitaines de dix compagnies de mercenaires se mutiner dès le début de l'assaut et, en une semaine, il fallut renoncer à l'offensive.

➤ On l'a déjà noté, Machiavel avait été choqué de découvrir, lors de la débâcle de 1500, le mépris que professaient les Français pour l'incompétence militaire des Florentins, et plus spécialement pour leur incapacité à réduire la rébellion pisane. Après le nouvel échec de 1505, il prit l'affaire en main et mit au point un plan détaillé qui devait permettre à Florence de remplacer les armées mercenaires par une milice de citoyens. Le grand conseil accepta provisoirement cette idée en décembre 1505, et Machiavel fut autorisé à recruter dans le Mugello, au nord de Florence. En février de l'année suivante, il fut en mesure d'organiser le premier défilé de ses troupes à l'intérieur de la ville, événement qui suscita l'admiration du chroniqueur Luca Landucci, qui le retient « comme ayant été l'une des choses les plus belles que Florence ait conçues ». Au cours de l'été 1506, Machiavel écrivit les *Décrets pour l'institution de la milice florentine* (*Provvisione prima*

per le fanterie), dans lesquels il souligne « combien peu d'espoir on peut placer dans les gens de l'étranger et dans les armes mercenaires », expliquant que dans ces conditions, la ville doit posséder des « armes qui [lui] soient propres et des hommes qui [lui] soient propres » (L. II, 74). À la fin de cette même année, le grand conseil fut finalement convaincu. Une nouvelle commission gouvernementale fut instituée – les Neuf de la milice – dont Machiavel devint le secrétaire et c'est ainsi que l'un des idéaux les plus prisés de l'humanisme florentin devint une réalité.

On pourrait supposer que l'enthousiasme de Machiavel pour sa milice ait quelque peu souffert après sa désastreuse prestation de 1512 où, partie défendre les murs de Prato, elle se retrouva hors de combat dès la première avancée de l'infanterie espagnole. En fait, son enthousiasme demeura intact. Un an plus tard, il assure aux Médicis, à la fin du *Prince*, qu'il leur est indispensable, « préalablement à toute autre chose », de faire en sorte que Florence puisse se défendre avec ses « propres armes » (P., 201). Lorsqu'il publie son *Art de la guerre* (*Dell'arte della guerra*) en 1521 – le seul de ses ouvrages concernant la théorie politique qui fut publié de son vivant –, il développe les mêmes arguments. La totalité du livre I est consacrée à la défense de la « conception d'une armée de citoyens » contre ceux qui ont émis des doutes sur son utilité. Bien sûr, concède Machiavel, de telles troupes sont loin d'être invincibles ; mais elles demeurent supérieures à n'importe quel autre type de force (A. G., 743). Et il conclut, non sans quelque excès, en affirmant que dire d'un homme qui réfute la thèse de la supériorité de l'armée populaire qu'il est avisé revient tout simplement à soutenir une contradiction (A. G., 742).

On comprend mieux, à la lumière de ce développement, pourquoi Machiavel se montra si impressionné par le chef militaire qu'était César Borgia, et pourquoi il soutint, dans *Le Prince*, qu'il ne saurait donner à un prince nouveau

meilleur exemple que celui de la conduite du duc (P., 118). De fait, Machiavel était là, nous l'avons mentionné, lorsque le duc décida d'éliminer impitoyablement ses lieutenants mercenaires et de les remplacer par ses propres troupes. Cette audace stratégique semble avoir eu une influence déterminante sur Machiavel. On peut constater, en effet, qu'il se réfère d'emblée à cet exemple quand il aborde la question de la conduite à tenir sur le plan militaire dans le chapitre 13 du *Prince*. Il l'évoque alors comme une illustration remarquable des mesures que tout prince nouveau se doit d'adopter. Son admiration pour César Borgia s'appuie avant tout sur le fait que le duc a d'emblée compris combien les troupes mercenaires sont « douteuses et infidèles » et méritent d'être impitoyablement « supprimées » (P., 148). Et cette admiration devient presque de l'adulation sous prétexte que ce personnage a compris la leçon fondamentale que tout prince nouveau se doit de faire sienne s'il veut conserver son pouvoir : on ne doit se fier ni à la Fortune ni aux armes des autres, mais s'appuyer seulement sur « ses armes propres » et faire en sorte d'avoir « la pleine possession de ses troupes » (P., 148, cf. 120).

Un homme, des armes : tels sont les deux grands thèmes du *Prince*. Machiavel tient, en effet, à ce que les princes de son temps, loin de se contenter d'une armée robuste, soient convaincus, s'ils désirent parvenir au faite de la gloire, d'avoir à cultiver les qualités nécessaires à l'exercice de la souveraineté. Les moralistes latins avaient proposé, en leur temps, une analyse de ces qualités qui eut un grand retentissement. Ils avaient fait valoir en premier lieu que tous les grands chefs devaient, d'une manière ou d'une autre, avoir de la chance. À moins, en effet, que la Fortune ne se décide à nous sourire, nous ne pouvons espérer atteindre nos objectifs les plus élevés par le seul moyen de nos efforts humains. Toutefois, nous l'avons

déjà noté, les moralistes latins précisait que certaines caractéristiques – celles que l'on peut regrouper autour de la notion de *virilité* – tendaient à attirer les faveurs de la Fortune et pouvaient, de ce fait, procurer la certitude presque absolue d'atteindre à l'honneur, à la gloire et à la renommée. Les idées qui sont à l'origine de cette conception sont remarquablement exposées par Cicéron dans ses *Tusculanes*. Il y explique que si le seul désir d'être vertueux dirige nos actes et que, si, dans notre quête de la gloire, nous n'avons aucune arrière-pensée, nous avons toute chance d'atteindre justement à cette gloire pour peu que la Fortune veuille bien nous sourire ; la gloire est donc bien la récompense de la *virtù*.

Les humanistes de la Renaissance italienne reprisent cette analyse sans la modifier en rien. Vers la fin du xv^e siècle, notamment grâce aux nouveaux moyens d'impression, on vit se multiplier un *genre*¹ d'ouvrages d'inspiration humaniste destinés aux princes, dont la diffusion fut sans précédent. Des écrivains aussi distingués que Bartolomeo Sacchi, Giovanni Pontano ou Francesco Patrizi se mirent ainsi à rédiger des traités à l'intention des nouveaux princes, traités dont la construction reposait sur ce même précepte fondamental qui faisait de la *virtù* la clé du succès du prince. Pontano l'exprime on ne peut plus clairement dans son ouvrage sur *Le Prince* : tout souverain qui souhaite parvenir à de nobles fins « doit s'astreindre à suivre les directives de la *virtus* au cours de toute sa vie publique ». La *virtus* « est la chose du monde la plus admirable », plus admirable encore que le soleil puisque « les aveugles ne peuvent voir le soleil » alors « qu'ils peuvent voir la *virtus* sans la moindre difficulté ».

Machiavel reprend à son compte, sans rien y changer, ces conceptions des relations entre la *virtù*, la Fortune et la réalisation, par les princes, de leurs objectifs. C'est dans le

1. En français dans le texte.

chapitre 6 du *Prince* qu'il manifeste pour la première fois clairement cette allégeance à la philosophie humaniste, quand il explique que « dans les monarchies entièrement nouvelles, où il y a un prince nouveau, on trouve pour les conserver plus ou moins de difficultés, selon que celui qui les acquiert est plus ou moins *virtuoso* » (P., 113). Cette affirmation se trouve confirmée dans le chapitre 24, lorsqu'il s'agit d'expliquer « Pourquoi les princes d'Italie ont perdu leurs États » (P., 193). Machiavel insiste pour que les princes « n'accusent pas le sort » d'être responsable de leur disgrâce, car celui-ci ne « manifeste sa puissance » que lorsque les hommes de *virtù* se sont abstenus de mettre en place « une force organisée pour lui résister » (P., 195). Leurs échecs sont donc tout simplement dus au fait qu'ils n'ont pas su reconnaître le bien-fondé du principe qui veut que « seules sont bonnes [...] ces défenses qui dépendent de toi-même et de ta *virtù* » (P., 194). Enfin la fonction de la *virtù* est à nouveau mise en évidence dans cette « Exhortation » passionnée à libérer l'Italie que constitue la conclusion du *Prince*. Dans ce final, Machiavel revient sur l'exemple de ces chefs incomparables, Moïse, Cyrus et Thésée, déjà évoqués au cours du chapitre 6 pour leur « admirable *virtù* ». Il laisse entendre qu'il ne faudrait rien moins que la réunion de leurs extraordinaires capacités et de la plus grande Fortune pour que l'Italie puisse être sauvée. Et il ajoute, passant, dans une tonalité inhabituelle, de la flatterie à la dérision, que « l'illustre maison » des Médicis a le bonheur de posséder lesdites qualités : elle a une *virtù* extraordinaire ; elle est immensément favorisée par la Fortune, et elle n'est pas moins « favorisée de Dieu et de l'Église » (P., 200).

On a souvent déploré que Machiavel ne nous ait laissé aucune définition de ce qu'était pour lui la *virtù*, et qu'il se soit même révélé (comme le dit Whitfield) « incapable de faire de ce terme un usage réglé ». En fait, c'est l'interprétation contraire qui devrait prévaloir aujourd'hui, tant

il est évident qu'il utilise ce terme d'une façon absolument cohérente. Fidèle à l'enseignement de ses maîtres classiques aussi bien qu'à celui de ses professeurs humanistes, il considère la *virtù* comme la qualité qui confère à un prince la capacité de supporter les coups de la Fortune, celle de s'attirer les faveurs divines et d'atteindre ainsi aux sommets de la renommée, celle enfin de conquérir l'honneur et la gloire pour lui-même et la sécurité pour son état.

Reste à examiner, cependant, ce qui caractériserait un homme capable de *virtù*. Les moralistes latins nous ont légué une analyse complexe de ce concept de *virtù*, considérant qu'en général le véritable *vir* peut être défini par le fait qu'il possède trois types de qualités qui, bien que distinctes les unes des autres, ont cependant un lien entre elles. Ils estiment que cet homme doit d'abord être doté des quatre vertus « cardinales » que sont la sagesse, la justice, la fermeté et la modération – vertus que Cicéron (suivant en cela Platon) commence par distinguer dans les préliminaires des *Devoirs*. Mais ils estiment également que ce même homme de *virtù* doit posséder d'autres qualités qui seront, par la suite, considérées comme spécifiquement « princières ». La principale de ces qualités – la vertu centrale dans les *Devoirs* – est celle que Cicéron nomme « l'honnêteté », désignant par là la volonté de tenir ses engagements et de se comporter selon les règles de l'honneur à tout moment et avec tous. Cette exigence en appelle deux autres, décrites également dans les *Devoirs* mais que l'on trouve exposées de manière encore plus précise par Sénèque, qui consacre un traité spécial à chacune d'elles. L'une est la magnanimité du prince, elle fait l'objet du traité *De la clémence*, l'autre est la libéralité qui constitue l'un des sujets abordés par Sénèque dans son traité *Des bienfaits*. En définitive, le *vir*, dans ce qu'il a de plus essentiel, se distinguerait par son acharnement à faire tout ce qui lui est possible pour se conduire de la manière

la plus vertueuse qui soit afin d'atteindre à l'honneur et à la gloire. Cette certitude que la rationalité est liée à l'observance des règles de la morale se retrouve au cœur des *Devoirs*. On peut lire dans le livre II que nombreux sont les hommes qui croient « qu'une chose peut être conforme à la morale sans pour autant être utile et qu'inversement une autre peut être utile sans pour cela respecter les règles morales ». Mais Cicéron précise qu'il s'agit là d'une illusion, puisque c'est seulement en suivant la voie de la morale que l'on peut espérer parvenir à réaliser ses désirs. Tout ce qui tenterait de nous convaincre du contraire n'est que tromperie puisque « l'utile ne peut être disjoint de la rectitude morale ».

Les miroirs princiers – on nomme encore ainsi ces traités écrits à l'intention des nouveaux princes – reprisent entièrement à leur compte cette conception. Leurs auteurs firent de cette analyse le fondement d'une hypothèse selon laquelle le concept central de *virtus* devait être relié à l'ensemble des vertus princières essentielles. Ils s'efforcèrent d'élargir et de détailler cet ensemble avec un sens des nuances tel que, dans un traité comme celui de Patrizi consacré à l'*Éducation du roi*, l'idée maîtresse de *virtus* se trouve décomposée en une série de près de quarante vertus morales qu'un prince doit acquérir. Par la suite, avec la même assurance, ces auteurs adoptèrent l'idée que seule une conduite rationnelle peut convenir à un prince et que semblable conduite ne peut être que morale ; leur argumentation à ce sujet est si convaincante qu'elle contribua à rendre proverbiale l'idée que « l'honnêteté constitue la meilleure politique ». En fin de compte, ils apportèrent leur contribution à l'objection chrétienne qui réfutait toute espèce de contradiction entre la recherche de l'efficacité et les exigences morales. Ils n'hésitèrent pas, en effet, à dire que même si l'on parvenait à ses fins en commettant des injustices au cours de la vie terrestre, on devait s'attendre, une fois confronté au jugement divin, à perdre ces avantages.

À parcourir tous les traités de morale écrits par les contemporains de Machiavel, on retrouve les mêmes arguments, inlassablement répétés. Mais dès que l'on ouvre *Le Prince*, on s'aperçoit que cette morale humaniste est, d'un coup, brutalement contredite. Le renversement commence dans le chapitre 15, lorsque Machiavel entreprend de discuter des qualités et des défauts des princes. Il nous avertit que, sachant « que beaucoup ont écrit là-dessus », il va s'écarter « du chemin suivi par les autres » (P., 155). Il fait d'abord allusion aux lieux communs les plus habituels de la tradition humaniste, à l'idée qu'il y aurait un ensemble de vertus spécifiques aux princes, que l'on trouverait dans cet ensemble le devoir d'être libéral, clément et digne de confiance, et qu'enfin tout prince aurait le devoir de développer ces qualités. Puis il concède – toujours dans la droite ligne de l'enseignement humaniste – « qu'il serait bon » pour un prince d'être capable d'agir ainsi à tout instant. Mais tout à coup, sans la moindre réserve, il réfute le principe humaniste fondamental selon lequel un prince se devrait d'acquiescer ces vertus s'il veut atteindre ses objectifs les plus nobles. Il va dès lors considérer ce principe – véritable plaque sensible des miroirs princiers de la tradition humaniste – comme une erreur manifeste et désastreuse. Il est pleinement d'accord sur la nature des objectifs à atteindre : tout prince doit avoir pour but de conserver son État et de se couvrir de gloire. Mais il fait valoir que, s'il veut atteindre de tels résultats, aucun prince ne pourra « avoir, ni observer entièrement » toutes ces qualités qui sont ordinairement « tenues pour bonnes » (P., 156). Tout prince se trouve placé dans la position de quelqu'un qui s'efforcera de protéger ses intérêts dans un monde hostile composé d'hommes qui pour la plupart ne sont « pas bons ». Il s'ensuit que si un prince veut « faire profession d'homme de bien » parmi tant d'autres qui ne le sont pas, non seulement il échouera à réaliser de « grandes choses », mais il ne pourra « éviter d'être détruit » (P., 155).

Pour être simple, la critique machiavélique de l'humanisme classique aussi bien que contemporain n'en est pas moins dévastatrice. Elle consiste en effet à dire que si un prince veut atteindre ses objectifs les plus élevés, il va devoir réaliser qu'il n'est pas toujours raisonnable de se conformer aux règles morales ; bien au contraire, il va devoir découvrir que toute tentative cohérente « d'observer toutes ces choses pour lesquelles les hommes sont tenus pour bons » va se traduire par une politique déraisonnable parce que ruineuse (P., 166). Mais que devient l'objection chrétienne qui veut que le ralliement à cette thèse relève aussi bien de la folie que de l'abomination puisqu'elle revient à oublier le jour du Jugement dernier où seront condamnées toutes les injustices ? Sur ce point, Machiavel demeure muet. Mais replacé dans le contexte de l'époque, ce silence est éloquent ; il ne manqua pas en effet de rencontrer un écho dans toute l'Europe chrétienne, la plongeant d'abord dans la stupeur, puis donnant naissance à une clameur réprobatrice qui ne s'est en définitive jamais éteinte.

Si les princes ne doivent pas se conduire selon les règles de la morale conventionnelle, comment doivent-ils procéder ? La réponse de Machiavel – quintessence de ses conseils adressés aux nouveaux princes – est donnée au début du chapitre 15. Un prince avisé sera guidé avant tout par ce que lui dicte la nécessité : « s'il veut se maintenir », un prince doit « apprendre à pouvoir n'être pas bon, et [...] en user et n'user pas » selon ce que les circonstances lui imposent (P., 155). Trois chapitres plus loin, cette doctrine fondamentale se trouve répétée. Un prince avisé doit ne pas « s'écarter du bien s'il le peut » mais il doit « savoir entrer dans le mal, s'il le faut » (P., 167). Plus précisément encore, le prince nouveau doit accepter de pouvoir être « souvent contraint [...] d'agir contre la foi, contre la charité, contre l'humanité, contre la religion » s'il veut « maintenir l'État » (P., 166).

Comme nous l'avons vu, l'importance déterminante de cette conception s'était imposée à Machiavel dans les premiers temps de sa carrière diplomatique. À la suite d'une conversation avec le cardinal de Volterra en 1503, puis deux ans plus tard, en parlant avec Pandolfo Petrucci, il commence à comprendre combien il pouvait être important de ne pas oublier que la clé du succès pour un homme d'État dépend de sa capacité à analyser les composantes d'une conjoncture, de son aptitude à se plier à ce que lui impose la nécessité du moment, de son habileté à mettre ses actions en harmonie avec la conjoncture. Cela devait par la suite devenir son credo en matière de politique. Un an après que Pandolfo lui eut donné cette recette du succès à l'usage des princes, nous retrouvons Machiavel tout occupé à mettre en forme et à s'appropriier ces mêmes idées. Alors qu'il séjourne à Pérouse en septembre 1506, il observe les étonnants progrès de la campagne de Jules II, et s'attarde à réfléchir, dans une lettre à son ami Giovanni Soderini, sur les raisons d'un triomphe ou d'un désastre dans le domaine civil ou militaire. « La Nature, déclare-t-il, a donné aux hommes divers esprits et diverses fantaisies » et « il en résulte que chacun se comporte selon son génie et sa fantaisie ». Mais comme « les temps et les [...] conjonctures changent sans cesse » et que « les hommes ne modifient point leurs fantaisies ni leurs façons de se comporter, il s'ensuit » que les hommes rencontrent « la Fortune, un jour amie, un jour ennemie ». La conclusion s'impose : si un homme souhaite avoir toujours la Fortune pour amie, il doit être assez sage pour « se régler » sur le temps et les circonstances. Bien sûr, si les hommes étaient capables « de commander [ainsi] à leur nature » et de régler leur façon de procéder en fonction « du temps et de la conjoncture propices », alors « se trouverait vérifié le dicton qui dit que le sage commande aux astres et aux destins » (L. II, 327).

Sept ans plus tard, alors qu'il écrit *Le Prince*, Machiavel reprend pratiquement mot pour mot, dans le chapitre où il

traite du rôle de la Fortune dans les affaires humaines, cet ensemble de considérations qu'il qualifie lui-même, non sans quelque dérision, de *Fantaisies*. Chacun, dit-il, est enclin à suivre sa pente naturelle : l'un agit « avec circonspection, l'autre avec impétuosité, l'un par violence, l'autre avec habileté » (P., 196). Mais dans l'intervalle, « les temps et les choses tournent » de telle façon qu'un prince qui « ne change pas de façon de procéder » se trouve condamné à rencontrer tôt ou tard la malchance. Toutefois, si le prince pouvait changer « de nature avec le temps et les choses, la Fortune ne changerait pas » (P., 197). On peut donc en conclure que le prince victorieux sera toujours celui « dont la façon de procéder répond aux caractères du temps » (P., 196).

Il est donc parfaitement clair à présent que Machiavel fait subir à la tradition du *genre*¹ miroir princier une véritable révolution, dont la ligne directrice est la redéfinition du concept central de *virtù*. Il reprend certes à son compte la conception conventionnelle qui appelle *virtù* la somme des qualités qui permettent au prince de faire alliance avec la Fortune pour obtenir l'honneur, la gloire et la renommée. Mais par ailleurs, il rompt le lien qui existait entre le sens de ce terme et l'ensemble des vertus cardinales principales. Il fait valoir que, contrairement aux idées en vigueur, la caractéristique principale d'un prince qui possède la *virtù* réside dans la détermination qu'il met à accomplir ce que lui dicte la nécessité – que l'action qui en résulte soit mauvaise ou vertueuse – et cela afin de parvenir à la réalisation de ses idéaux les plus élevés. La *virtù* devient par conséquent le terme par lequel on désigne avec précision les éléments qui constituent la souplesse de caractère d'un prince : il faut « qu'il ait un esprit disposé à tourner selon que les vents de la Fortune et les variations des choses le lui commandent » (P., 166).

1. En français dans le texte.

Usant de l'ironie la plus féroce, Machiavel s'efforce de souligner que cette conclusion creuse un fossé infranchissable entre la position qu'il est ainsi amené à défendre et l'ensemble de la tradition humaniste en matière de pensée politique. Pour les moralistes classiques en effet, ainsi que pour leurs innombrables adeptes, la vertu morale définissait par excellence le *vir*, l'homme dans toute sa virilité. Renoncer à la vertu n'était donc pas seulement un acte déraisonnable, mais revenait à abandonner le statut d'homme pour s'abaisser jusqu'au niveau de l'animal. Ainsi que l'indiquait Cicéron dans le premier livre des *Devoirs*, il y a deux manières de faire le mal : on peut le faire par la force ou par la tromperie. Les deux, dit-il, « sont bestiales » et « totalement indignes de l'homme » – la force parce qu'elle symbolise le lion, la ruse parce qu'il « semble bien qu'elle appartienne au renard ».

Différence notable, il semble évident que pour Machiavel la virilité ne suffit pas. Il y a effectivement deux manières d'agir, nous dit-il au début du chapitre 18, « la première est propre à l'homme, la seconde est celle des bêtes ». Mais « comme la première, très souvent, ne suffit pas, il convient, de recourir à la seconde » (P., 165). Quels animaux convient-il d'imiter ? C'est l'une des choses qu'un prince doit absolument savoir. Selon le conseil devenu célèbre de Machiavel, un prince ne pourra qu'être meilleur si, parmi les bêtes, il choisit comme modèle « le renard et le lion », complétant ainsi ses idéaux les plus nobles par l'adjonction de ces arts indispensables que sont la force et la ruse. Cette conception se trouve de nouveau soutenue dans le chapitre suivant où Machiavel évoque l'un de ses personnages historiques préférés, l'empereur romain Septime Sévère. Ce faisant, il commence par nous dire que l'empereur était « un homme d'une très grande *virtù* » (P., 174). Puis, explicitant ce jugement, il ajoute que les grandes qualités de Septime Sévère étaient comparables à celles d'« un lion très féroce et [d']un renard

très rusé », ce qui permet de comprendre pourquoi il était « craint et révééré de chacun » (P., 175).

Machiavel clôt son propos avec élégance en indiquant les grandes lignes de conduite que l'on est en droit d'attendre d'un prince véritablement *virtuoso*. Au cours du chapitre 19, il aborde cette question par la négative, soulignant qu'un tel prince ne devra jamais rien accomplir qui puisse faire qu'on le méprise et qu'il devra mettre toujours le plus grand soin « à éviter ces choses qui le feraient haïr » (P., 169). Les considérations positives sont ensuite énumérées au cours du chapitre 21. Un prince véritablement *virtuoso* devra toujours agir « sans aucun ménagement » à l'égard de ses alliés comme à l'égard de ses ennemis, il se mettra audacieusement en avant et se découvrira « gaillardement en faveur d'une partie ». Simultanément, il se présentera avec autant de majesté que possible devant ses sujets, il leur montrera comment il accomplit de « grandes choses », et fera en sorte qu'ils soient toujours tenus « en suspens et étonnement, en attente de leur issue » (P., 185, 187).

À la lumière de cette analyse, on peut aisément comprendre pourquoi Machiavel manifestait tant d'admiration pour César Borgia, pourquoi il aimait tant le présenter – malgré ses limites évidentes – comme un modèle de *virtù* pour les autres princes. César Borgia avait montré, en une occasion terrifiante, qu'il avait parfaitement compris combien il était important pour un souverain de savoir éviter que le peuple le haïsse et de faire en sorte qu'il continue néanmoins à le redouter. C'était, on s'en souvient, le moment où César Borgia réalisa que ses possessions de Romagne, dont le gouvernement était aux mains capables mais tyranniques de Rimirro de Orco, allaient être pour lui une source très sérieuse de danger, parce qu'il devenait l'objet de la haine des habitants vivant sous son autorité. Comme nous l'avons noté, Machiavel fut le témoin oculaire du sang-froid avec lequel

Borgia sut résoudre ce problème par l'exécution sommaire de Rimirro et l'exposition de son corps dans le jardin public, assouvissant ainsi la colère du peuple.

La conviction de Machiavel qu'il faut absolument éviter d'être haï et méprisé par le peuple pourrait bien dater de cet événement. Quoi qu'il en soit, et même si l'on peut soutenir que l'action du duc ne fit que conforter son propre sens des réalités politiques, il n'en reste pas moins vrai que cet épisode l'impressionna profondément. Lorsqu'il en vint plus tard à évaluer dans *Le Prince* les effets de la haine et du mépris, c'est précisément cet incident qu'il évoqua pour illustrer son propos. Il dit alors clairement que cette action de Borgia lui était apparue, à la réflexion, comme rigoureusement juste. Elle supposait de la résolution et demandait du courage ; elle aboutissait exactement à l'effet recherché puisqu'elle laissait le peuple « à la fois content et stupéfait » et permettait en même temps de « purger les esprits » de la haine engendrée (P., 120, 121). Usant de son ton le plus glacial pour conclure sur ce point, Machiavel fait remarquer que la conduite du duc lui paraît constituer comme à l'accoutumée « un point qui est digne d'être connu et d'être imité par d'autres » (P., 120).

Une nouvelle éthique

Machiavel a parfaitement conscience que son analyse de la *virtù* princière soulève quelques difficultés. Il en cerne la plus importante au cours du chapitre 15, sous la forme d'un dilemme : un prince, dit-il, doit d'une part « apprendre à pouvoir n'être pas bon » et savoir en user ainsi chaque fois que la nécessité lui en fait loi ; mais, d'autre part, il doit veiller à ne pas être réputé cruel car un tel renom pourrait aller jusqu'à lui faire « perdre son État » au lieu de le préserver (P., 155, 156). Le problème consiste donc à éviter d'apparaître comme quelqu'un de

cruel même lorsque l'on ne peut pas éviter de se comporter cruellement.

En fait, le dilemme est encore bien plus terrible, puisque le véritable but du prince n'est pas de se limiter à la seule consolidation de sa position, mais, à l'évidence, de rechercher l'honneur et la gloire. Que cette exigence ait pour effet d'accroître la difficulté de la situation dans laquelle se trouve tout nouveau prince, c'est ce qu'indique Machiavel en évoquant le destin d'Agathocles, le tyran de Sicile. Agathocles, nous dit-on, « mena toujours, à tous les moments de sa vie, une existence scélérate », sa « bestiale cruauté » et son « inhumanité » étaient célèbres. Cette réputation lui rapporta cependant un immense succès, puisqu'elle lui permit, en dépit d'une origine « infime et abjecte », de devenir roi de Syracuse et de le demeurer « sans aucune controverse civile ». Mais Machiavel, en une phrase profondément révélatrice, nous met en garde : des cruautés perpétrées de façon aussi éhontée peuvent mener « au pouvoir, non à la gloire ». Bien qu'Agathocles se soit montré capable de conserver son pouvoir par de tels moyens, on ne peut dire « que ce soit *virtù* » de les employer ; ils « ne permettent pas qu'il soit célébré parmi les plus excellents personnages » (P., 125, 126).

Au terme de cette discussion, Machiavel refuse d'admettre que l'on puisse résoudre ce dilemme en posant des limites strictes à la cruauté des princes ou en recommandant à ces mêmes princes d'avoir un comportement honorable envers leurs sujets et leurs alliés. C'est même très exactement ce à quoi il faut renoncer, car les hommes de tous les temps « sont ingrats, changeants, simulateurs et dissimulateurs, ennemis des dangers, avides des gains » au point que « le prince qui [se serait] entièrement reposé sur leurs paroles se trouv[erait] dénué d'autres préparatifs, [et] succombe[rait] » (P., 162). On doit donc en conclure « qu'un prince, et surtout un prince nouveau », se trouvera souvent – et pas seulement occasionnellement – contraint

par la nécessité d'agir « contre l'humanité » s'il veut conserver son pouvoir et éviter d'être vaincu (P., 166).

Ces difficultés sont bien réelles, mais peuvent être surmontées. Pour cela, le prince doit essentiellement se rappeler que s'il n'est pas nécessaire qu'il possède toutes les qualités que l'on considère généralement comme bonnes, il lui est « bien nécessaire de paraître les avoir » (P., 166). Il est bon d'être tenu pour libéral, il convient de passer pour clément et de ne pas avoir la réputation d'homme cruel ; il est en fin de compte essentiel d'être « excellent et révérent par les siens » (P., 157, 161, 170). La solution consiste donc à devenir « grand simulateur et dissimulateur » et à apprendre comment « manœuvrer par ruse la cervelle des gens » afin que vos allégations soient pour eux crédibles.

Machiavel reçut, très tôt, une leçon en matière de manipulation des cervelles humaines. On se souvient qu'il avait assisté au développement du conflit entre César Borgia et le pape Jules II lors des derniers mois de l'année 1503, et il est évident que les observations qu'il eut alors tout loisir de faire demeuraient encore très présentes à son esprit lorsqu'il aborda la question de la dissimulation dans *Le Prince*. Il fait d'ailleurs immédiatement référence à cet épisode dont il fut le témoin, et s'en sert comme d'un exemple privilégié lorsqu'il est question d'illustrer l'idée qu'il convient de toujours demeurer sur ses gardes face à la duplicité princière. Jules II, rappelle-t-il, parvint si bien à dissimuler sa haine de Borgia qu'il poussa le duc à commettre l'erreur fatale de croire « que chez les grands personnages les bienfaits nouveaux [peuvent faire] oublier les vieilles injures ». Il fut donc capable de mettre son pouvoir de dissimulation au service d'une cause décisive. Une fois élu au trône pontifical grâce au soutien sans réserve que lui avait apporté Borgia, il fit paraître aussitôt ses véritables sentiments, se retourna contre le duc et causa ainsi « sa ruine finale » (P., 123). En cette occasion,

Borgia manifesta son aveuglement et Machiavel considère qu'il mérita d'être sévèrement blâmé pour s'être à ce point trompé. Il aurait dû savoir que l'art de la manipulation des hommes fait partie de l'arsenal que se doit de posséder tout prince, s'il désire vaincre.

Machiavel, cependant, ne pouvait ignorer qu'en se faisant ainsi l'apôtre d'un art de la tromperie présenté comme clé du succès, il courait le risque de paraître spécieux. Les moralistes les plus orthodoxes s'étaient confrontés depuis toujours à cette position qui faisait de l'hypocrisie le plus court chemin pour accéder à la gloire, mais ils avaient toujours pris le parti de considérer ce genre de solution comme inacceptable. Cicéron, par exemple, n'avait explicitement discuté cette idée dans le livre II des *Devoirs* que pour la rejeter, car il la considérait comme une absurdité manifeste. Quiconque, déclare-t-il, « croit que par une simulation [...] on puisse acquérir une renommée solide se trompe lourdement ». La raison en est que « la gloire véritable pousse des racines et gagne du terrain » alors même que « tout ce qui est feinte tombe vite comme tombent les fleurs sèches ».

Machiavel, une nouvelle fois, use de son style le plus ironique pour combattre ces beaux sentiments. Il souligne, dans le chapitre 18, que la pratique de l'hypocrisie n'est pas seulement indispensable à un prince dans l'exercice du pouvoir mais qu'elle peut être soutenue aussi longtemps que cela se révèle nécessaire sans qu'il y ait lieu d'en craindre des conséquences néfastes. À l'appui de cette thèse délibérément provocatrice, Machiavel donne deux raisons. L'une consiste à dire que la plupart des hommes sont à ce point naïfs et, surtout, enclins à s'illusionner que, tout naturellement, ils prennent ce qu'on leur dit pour argent comptant sans faire preuve du moindre esprit critique (P., 166). L'autre pose que même les plus perspicaces des observateurs ne manquent pas de donner dans le panneau des apparences chaque fois qu'il s'agit

d'évaluer la conduite des princes. Isolée de la multitude, protégée par la « majesté de l'État », la position du prince est telle que « chacun voit ce que tu parais » mais « peu perçoivent ce que tu es » (P., 167). Il n'y a par conséquent, pour un prince, aucune raison de supposer que ses fautes puissent être découvertes ; bien au contraire, un prince « qui trompe trouvera toujours qui se laissera tromper » (P., 166).

Le dernier point que Machiavel entreprend de discuter concerne l'attitude que nous devrions avoir à l'égard des nouvelles règles qu'il vient d'essayer de nous inculquer. À première vue, il semble adopter une position qui s'accorde avec la morale conventionnelle. Dans le chapitre 15, il accepte l'idée « que ce serait une chose tout à fait louable » pour un prince nouveau de faire preuve de toutes ces qualités qui sont normalement tenues pour bonnes, et il établit une équivalence entre l'abandon des vertus princières et le fait d'apprendre à « n'être pas bon » (P., 156, 155). C'est à cette même échelle de valeurs qu'il se réfère dans le célèbre chapitre intitulé « Comment les Princes doivent garder leur foi ». Machiavel commence par y affirmer que chacun comprend à quel point il est estimable qu'un prince vive « avec droiture et non avec ruse » (P., 165) et poursuit en insistant sur le fait qu'un prince ne doit pas seulement paraître naturellement vertueux, mais doit « de nos jours » faire en sorte de « ne pas s'écarter du bien s'il le peut » et ne s'éloigner des vertus que lorsqu'il y est contraint par la nécessité (P., 167).

Cependant, deux arguments très différents ont été avancés dans le cours du chapitre 15, chacun d'eux se trouvant développé par la suite. Tout d'abord, Machiavel raille l'habitude que l'on a de dire de certaines qualités – considérées comme bénéfiques alors qu'elles ont des conséquences ruineuses – qu'elles méritent le nom de vertus. Dans la mesure où ces qualités ont plutôt pour effet d'entraîner la destruction, il préfère en parler comme de

choses qui « paraîtront vertu » ; inversement, dans la mesure où leurs contraires semblent plus à même de garantir au prince « sa sécurité et son bien-être », il préfère les dire choses qui « paraîtront vice » (P., 156).

Cette suggestion est développée au cours des deux chapitres suivants. Le chapitre 16, intitulé « De la libéralité et parcimonie », reprend un thème qui fut traité par tous les moralistes classiques, mais l'aborde de manière diamétralement opposée. Lorsque Cicéron, dans les *Devoirs*, discute de la libéralité considérée comme une vertu, il la définit comme la marque du désir « de n'être en rien suspecté de mesquinerie » et comme la conscience qu'il n'est pas de vice plus destructeur pour un chef politique que l'avarice et la parcimonie. Machiavel rétorque que si l'on nomme cela libéralité, il s'agit d'un vice et non pas d'une vertu. Il fait valoir qu'un prince qui souhaite ne pas avoir la réputation d'être parcimonieux devra découvrir qu'il « est nécessaire de ne négliger aucune sorte de magnificence ». Il s'apercevra alors que cela le conduit à « grever ses peuples de façon extraordinaire » afin de financer sa générosité, et qu'une telle politique aura tôt fait de « le rendre odieux aux sujets ». À l'inverse, s'il commence par renoncer à toute prétention d'agir avec autant de magnificence, peut-être sera-t-il traité de ladre à l'extérieur, mais « avec le temps il sera de plus en plus tenu pour libéral » et pratiquera en fait la véritable vertu de libéralité (P., 157).

Un paradoxe de même nature est mis en évidence au cours du chapitre suivant, intitulé « De la cruauté et pitié ». Ce thème fut lui aussi l'un des plus prisés par les moralistes latins, et c'est Sénèque, dans son essai sur *La Clémence*, qui en a laissé l'analyse la plus célèbre. Selon Sénèque, un prince clément cherche toujours à montrer « combien il répugne à mettre son bras » au service du châtiement ; il ne s'y résoudra que si « des méfaits importants se reproduisent au point d'abuser de sa patience » ; il

ne punira alors « qu'avec la plus grande réticence » et après avoir beaucoup « cherché à temporiser », témoignant ainsi de la plus grande clémence possible. Confronté à cette orthodoxie, Machiavel fait une fois de plus remarquer qu'elle conduit à un malentendu total. Si vous commencez par essayer d'être clément, dit-il, et que vous laissez ainsi « se poursuivre les désordres » et ne recourez à la sanction qu'après qu'ont eu lieu « meurtres et rapines », votre conduite sera beaucoup moins clémente en réalité que celle d'un prince qui a le courage de commencer par donner « très peu d'exemples de cruauté ». Machiavel cite ainsi l'exemple des Florentins qui cherchèrent à « éviter le nom de cruel [s] » dans une circonstance précise et qui agirent pour cela de telle manière qu'il s'ensuivit la destruction d'une cité tout entière – conséquence plus cruelle que n'importe quelle cruauté qu'ils eussent pu imaginer. On peut à l'inverse évoquer le comportement de César Borgia, qui « était tenu pour cruel », mais qui sut si bien se servir de ce « mauvais renom de cruel » qui était le sien qu'il put « rassemble[r] la Romagne », la réunifier et la ramener à la « paix [et à] la fidélité », parvenant à ce résultat flatteur grâce à ce que l'on nommait ses vices (P., 161).

Donnant toujours le sentiment qu'il a bien conscience de manier le paradoxe, Machiavel passe immédiatement à l'énoncé d'une question très voisine de la précédente : il se demande « s'il est meilleur d'être aimé que craint » (P., 162). Sur ce point encore la réponse classique avait été donnée par Cicéron dans les *Devoirs*. « Se faire craindre ne constitue rien d'autre qu'une défense fragile face au risque de perdre le pouvoir », alors qu'être aimé « constitue une protection indestructible ». Machiavel est de nouveau en désaccord total avec lui. « Il est beaucoup plus sûr » pour un prince, explique-t-il, « d'être craint [que d'être] aimé ». En effet, bien des raisons qui font qu'on aime un prince font aussi qu'on le méprise. Si vos sujets n'ont aucune « peur du châtement », ils ne manqueront

aucune occasion de vous trahir à leur profit. Mais si vous vous êtes fait craindre, ils hésiteront à vous offenser et à vous injurier et vous vous trouverez alors plus à l'aise pour maintenir votre pouvoir (P., 162).

Tout le reste de l'argumentation développée dans ces chapitres va dans le même sens, celui d'un rejet toujours plus accentué de la morale humaniste conventionnelle. Machiavel suggère même que si les qualités habituellement considérées comme bonnes sont effectivement des vertus, au point qu'un prince qui les néglige risque fort de sombrer dans le vice, il ne doit pas se défier du vice s'il lui apparaît utile ou sans conséquence pour la conduite de son gouvernement (P., 155).

En ce point du raisonnement, le souci principal de Machiavel est de rappeler aux nouveaux princes leur devoir le plus fondamental. Un prince avisé n'aura « cure d'encourir le mauvais renom des vices sans lesquels il pourrait difficilement sauvegarder l'État » ; il s'apercevra que des critiques de cette sorte sont inévitables, qu'elles constituent tout simplement le prix qu'il doit payer pour s'acquitter de son devoir le plus fondamental : celui, évidemment, de sauvegarder son État (P., 156). Ces considérations sont d'abord confrontées au soi-disant vice que serait la parcimonie. Dès qu'un prince avisé réalise que l'avarice est « [l']un de ces vices qui le font régner », il fait « peu de cas d'encourir le nom de ladre » (P., 158). Le même raisonnement vaut pour la cruauté. La détermination à agir en certaines occasions avec une sévérité exemplaire est essentielle si l'on veut maintenir l'ordre, civil ou militaire. Cela signifie qu'un prince avisé « ne se soucie pas d'avoir le mauvais renom de cruel », et qu'il lui « est tout à fait nécessaire de ne se soucier point du nom de cruel » s'il est chef militaire, « car sans ce nom » il ne pourra jamais espérer conserver son armée « unie et prête à toute opération » (P., 161, 163).

Enfin, Machiavel en vient à se demander dans quelle

mesure il est important, pour un prince qui veut sauvegarder son pouvoir, de renoncer aux vices bénins ainsi qu'aux péchés de la chair. Les auteurs des miroirs princiers abordaient généralement cette question sous l'angle de la morale la plus rigoureuse, se faisant ainsi l'écho des accents qu'avait Cicéron dans le livre I des *Devoirs*, pour dire que la décence est « intrinsèque à la rectitude morale » et que, par conséquent, quiconque se trouve en position d'autorité doit éviter tout écart de conduite dans sa vie privée. De manière on ne peut plus contrastée, Machiavel répond à la question posée par un haussement d'épaules. Un prince avisé cherchera, « s'il lui est possible », à se protéger de tels vices, mais s'il voit que cela ne se peut pas, alors « il peut avec moins de réserve s'y laisser aller », sans se laisser troubler par des soucis aussi secondaires (P., 156).

LE PHILOSOPHE DE LA LIBERTÉ

Après avoir terminé la rédaction du *Prince*, Machiavel recommença à croire à son possible retour aux affaires de l'État. Ainsi qu'il l'écrit à Vettori en décembre 1513, son désir le plus cher demeurait « que ces Médicis se décident à [l']employer, dussent-ils commencer par [lui] faire rouler un rocher » (L. II, 370). Le problème était de savoir si le moyen le plus efficace de réaliser cette ambition ne consistait pas à se rendre à Rome avec son « opuscule » en poche pour l'offrir, en personne, à Giuliano de Médicis afin de lui montrer « qu'il dev[r]ait avoir à cœur de se servir d'un homme nanti d'une telle expérience » (L. II, 370).

Dans un premier temps, Vettori sembla disposé à appuyer une telle démarche. Il répondit à Machiavel en lui demandant de lui envoyer le livre afin de voir « s'il convenait ou non de le présenter au magnifique Giuliano » (L. II, 374). Lorsque Machiavel lui envoya la copie définitive des premiers chapitres, Vettori lui annonça : « Ils sont fort de mon goût », mais ajouta prudemment : « Je ne veux pas formuler mon jugement avant d'avoir l'ouvrage entier » (L. II, 378).

Il devint vite clair cependant qu'une fois encore, les espoirs de Machiavel allaient demeurer vains. Après avoir lu l'intégralité du *Prince* au début de 1514, Vettori répondit par un silence de mauvais augure. Il ne fit plus aucune référence à l'ouvrage et, bien au contraire, commença à